

CHRONIQUE

Rabha Attaf

Place Tahrir

Une révolution inachevée

éditions Workshop19

COLLECTION RÉVOLTES LOGIQUES N°2



Rabha Attaf

Place Tahrir

Une révolution inachevée

Création graphique : Lise DUPAS
Photos: © Rabha Attaf

©éditions Workshop19
Atelier tunisien de création, Tunis 2012
Ebook L'Atelier Glocal, 2022

ISBN 978-9938-862-50-8



Remerciements

*À Sakina, Rym, Jouneyd et
Mounir, qui ont su m'encourager de
leur patience durant ces longs mois
d'absence.*

*À Karam Min Allah, mon compagnon
d'infortune, dont le regard bienveillant
m'a accompagné
durant ce laborieux travail.*

*À Wael Aly,
emprisonné du fait de son engagement sincère auprès
des plus démunis.*

Table des matières

1. La Commune de Tahrir	6
2. Bras de fer pour une nouvelle constitution	64
3. Pas de changement sans justice !	106
4. Des " Officiers libres " sortent de l'ombre	130
5. Les Frères Musulmans à la conquête du pouvoir	146
6. Libertés pour les prisonniers politiques !	164
7. La bataille de Tahrir	184
8. Maréchal dégage !	222
Épilogue. À l'ombre du Sphinx	253



La Commune de Tahrir

25 janvier 2011 : une marée humaine envahit la place Tahrir, balayant sur son passage 30 ans de tyrannie.

Le 11 février, lâché par ses pairs, Mubarak est déchu. Mais le Conseil Suprême des Forces Armées, prétendument garant du changement, prend aussitôt les rênes du pouvoir.

Je n'avais pas remis les pieds en Égypte depuis 1990, année de ma rencontre avec Naguib Mahfouz dont l'œuvre empreinte de cet humanisme musulman avait suscité en moi le désir de réaliser un film. Et puis soudain, le 25 janvier 2011, cette image hypnotisante de la place Tahrir avait surgi de mon écran de télévision. Une multitude d'un million d'âmes communiait et se mouvait autour d'une Kaaba de plastique, donnant soudain à cette place une dimension sacrée. L'esprit de Tahrir crevait l'écran et je ressentais son incommensurable espoir de justice. Il me mettait, à distance, dans un état de transe. Je percevais qu'un bouleversement jusque là inimaginable était en train de s'opérer au cœur du monde arabe, dans cette Égypte mère de toutes les nations. Je devais immédiatement me rendre au Caire.

Je me suis donc retrouvée comme projetée sur la place Tahrir, le 27 février, deux jours après que les occupants aient été évacués violemment par l'armée... Et s'y soient réinstallés. Un groupe d'activistes pacifiques -rejoins par plus de 500 personnes- avait décidé en effet de continuer le siège de cette place. Parmi eux, des entrepreneurs, guides, ingénieurs, avocats, médecins, journalistes, étudiants, encadrant des hommes et femmes du peuple, étaient en train de mener un véritable défi démocratique, en ce lieu hautement symbolique de la révolution égyptienne. Je suis allée à leur rencontre et, au fil des jours, me suis installée, partageant leur pain quotidien frugal, leurs peines et surtout leurs immenses aspirations.

L'enjeu était de taille! Alors que le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) tentait d'étouffer la révolution par un calendrier électoral précipité - amendement de la Constitution suivi d'élections parlementaires à court terme- ces partisans de la Commune de Tahrir réaffirmaient les aspirations démocratiques de ce petit peuple égyptien trop vite évincé du jeu politique. Et qui venait pourtant de payer de son sang l'éviction de Moubarak!

Chaque jour, des centaines de manifestants venaient inlassablement renforcer les occupants de la place Tahrir, apportant vivres et équipements de fortune. «Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore obtenu nos droits», m'expliquait Mustapha, un ingénieur quadragénaire à

l'allure particulièrement soignée qui avait laissé famille et travail pour être au cœur de la «révolution du 25 janvier». «Le système doit être purifié de la corruption de haut en bas. Ce qui s'est passé ici démontre que nous

sommes encore loin en matière de droits humains».

Très vite, un attroupement s'était formé, les paroles fusaient de toute part. Abdelghani, un jeune médecin âgé de 25 ans venu de Soug, une bourgade située à 200 km du Caire, intervint :

- «Ici, on a appris la fraternité et le courage. On a affronté les balles et les jets de pierres. Les premiers chiffres donnent plus de 500 morts. Mais on découvrira qu'il y en a eu beaucoup plus!». Effectivement, au fil des jours le décompte des victimes s'est alourdi, approchant les 2000 morts.

- «Pourquoi vous êtes restés?»

- «En tant que médecin, c'est mon devoir d'aider ces pauvres gens qui ont affronté la police du gouvernement avec leurs mains nues. Nous voulons tous vivre libres!» Et effectivement, avec d'autres médecins, il avait dressé un hôpital de campagne au centre du square. On y soignait, avec les moyens de bord, les quelques blessés qui affluaient quotidiennement à la nuit tombée. Noyés dans la foule qui encerclait le campement, les *baltaguiya*, genre de voyous payés par la police et les affidés du régime, harcelaient les occupants de Tahrir. Chaque soir, le même scénario se reproduisait: des jeunes manifestants étaient agressés à l'arme blanche et l'armée, déployée autour de la place, s'interposait de temps en temps pour protéger les lieux. Pas question de céder aux multiples provocations: les occupants de la place Tahrir tenaient avant tout à rester pacifiques pour éviter l'évacuation!

Au centre de la place, un spectacle incroyable s'offrait au regard des curieux. Juchée sur le terre-plein surélevé, la «Commune de Tahrir» avait planté ses tentes de toiles et de plastique à l'abri desquelles des gens venus de tous horizons tenaient des forums jusqu'à l'aube, ivres de paroles et d'espérance. Des piquets reliés par des cordes délimitaient son territoire dont l'accès était strictement contrôlé. Impossible d'y entrer sans montrer patte blanche! Bref, une sorte de petit État qui me rappelait la République Arabe Sahraouie du Front Polisario, en exil dans le désert algérien.

Juste devant, perché sur un muret à l'entrée de ce qui devait être un square avant l'occupation de la place, un prêcheur musulman, micro au poing, haranguait la foule sur le ton d'un télé-évangéliste américain:

- Le peuple égyptien est quoi?
 - Un peuple uni!
 - Il est quoi?
 - Un peuple libre!
 - Il veut quoi?
 - Le renversement du régime!
 - Plus fort!
 - Le renversement du régime!
 - Voilà qui est mieux!», s'exclama-t-il avec un grand mouvement de bras vers le ciel.
 Il scandait à tue-tête ce célèbre slogan de la Révolution tunisienne
 - «*Chaab yourîd iskat en-nîdham!* » (le peuple exige le renversement du système!)- slogan repris aux quatre coins du monde arabe en révolte.
 «Régouissez-vous, mes frères et mes sœurs», poursuivait le prêcheur, ravi de son succès, «la Nation du prophète Mohamed s'est levée contre les puissants et les oppresseurs! Les impérialistes doivent comprendre que désormais, tous les peuples du monde arabe vont se libérer... et libérer la Palestine!». Pour sûr, Ossama Ezz El-Arabi avait un don pour mettre les gens en état d'exaltation. Ces derniers, hypnotisés par les paroles et la voix de l'orateur, semblaient prêts à le suivre jusqu'à *Madinat Al Quods* (Jérusalem pour les Musulmans)!

Quelques pas plus loin, devant le monument érigé à la gloire des martyrs tombés sous les balles de la police et des miliciens du régime, d'autres slogans, repris en chœur par des hommes et des femmes à la mine réjouie, chauffaient l'atmosphère. La foule s'agitait dans tous les sens, hors de l'espace et du temps, tandis qu'autour de la place, la circulation - ou plutôt les embouteillages légendaires du Caire - reprenait ses droits... à coup de klaxons incessants et de pots d'échappement cra- chant leur fumée polluée. Et ce, jusqu'à minuit, heure du couvre-feu durant lequel l'armée prenait possession de la rue, bloquant notamment l'accès à la place Tahrir. Plus question de circuler, sous peine d'être immobilisé dans un poste militaire jusqu'à 6h du matin. J'en fis la gla- ciale expérience...

Sous la tente du Conseil de la Commune



Les enseignants et les lycéens investissent leur ministère



Les manifestants exigent la démission du Premier ministre



Women's day



Les étudiants se mobilisent



Les imams contre la corruption



"Khaled Saïd est devenu une figure de proue de la révolution égyptienne du 25 janvier"

À l'entrée du camp, un espace de 17m de long sur 5m de large, entouré de bâches en plastique transparent, avait été aménagé spécialement pour servir de lieu de réunion. C'est là que tout se décidait. J'y pénétrais discrètement, au moment même où, comme chaque soir, le Conseil de la Commune de Tahrir se réunissait pour répartir les fonctions de chacun : service d'ordre, nettoyage, ravitaillement, soins et même relations publiques. La discussion était animée, les jeunes se plaignant du harcèlement des *baltaguiya*. Les plus âgés prenaient le temps de les écouter, de leur expliquer pourquoi il fallait impérativement garder le contrôle de soi, ne pas s'énervier malgré les insultes ou les agressions. Pas évident de convaincre d'encaisser stoïquement les coups!

Un homme à l'allure joviale, au regard vif et malicieux m'avait repérée, alors qu'il était en pleine discussion avec une vingtaine de personnes assises en cercle. D'un geste de la main, il m'avait invitée à prendre place à ses côtés. Sentant les regards de l'assistance se poser sur moi, je déclinai mon identité et expliquai brièvement le pourquoi de ma venue. «Très bien!», ponctua Wael Aly, qui s'est révélé être le principal animateur du Conseil. «Vous tombez à pic car tous les médias nous ont abandonnés alors que nous sommes restés avec le petit peuple sans défense», m'expliquait-il. «C'est pourtant lui, et lui seul, qui a été le fer de lance de cette révolution. Sans lui, la classe moyenne ne peut rien». En Égypte, la classe moyenne ne représente en effet pas plus de 25 % d'une population de 80 millions d'habitants. Autant dire une goutte d'eau dans un océan! «Les membres de la Coalition composée du mouvement *Itilaf* (le changement), des Frères Musulmans et d'autres groupes sont allés négocier avec le gouvernement. Mais ils ne réalisent pas que si demain ils essuient un échec, le peuple leur tournera le dos !», poursuivait-il. Logique: la trahison n'a jamais été payante. Directeur d'une agence de tourisme à Hurgada, cet homme de 42 ans avait un véritable tempérament de chef d'orchestre. Il était partout sollicité, pour résoudre les problèmes du quotidien ou s'interposer dans une discussion un peu trop agitée, histoire d'éviter

tout dérapage vio- lent. Précisons que les particules de plomb concentrées dans l'air du Caire ont pour effet de mettre le système nerveux à cran.

Pourquoi sa présence à Tahrir? Tout a commencé pour lui le 25 janvier, alors qu'il était à la station balnéaire d'Hurgada. Sa mère, affolée,



L'emplacement du Conseil de la Commune de Tahrir, et les abris qui l'entourent.



lui avait téléphoné pour l'informer que son jeune frère âgé de 22 ans se trouvait au milieu des manifestants, alors que les balles sifflaient de toutes parts -ce dernier se balade d'ailleurs encore avec du plomb dans la peau! «Alors, le 27 janvier, j'ai pris un car pour rejoindre Tahrir et je suis resté depuis», m'expliqua-t-il. «Mais la révolution, on la doit à Khaled Saïd!»

Khaled Saïd? C'est un jeune d'Alexandrie, assassiné par des policiers véreux le 6 juin 2010. Arrêté à la sortie d'un cybercafé devant ses amis, il a été embarqué et violemment passé à tabac dans le hall d'un immeuble, avant d'être jeté mort dans la rue pour servir d'exemple!

Très vite, la famille et les amis de Khaled réagirent. Dépôt de plainte et création d'une page Facebook, «Nous sommes tous Khaled Saïd». C'est ce groupe constitué autour de cette affaire qui a appelé à une

«Journée contre les violences policières», le 25 janvier 2011, place Tahrir. Le «téléphone arabe» et les connexions internet ont fait le reste. Depuis, Khaled Saïd est devenu une figure de proue de la révolution égyptienne du 25 janvier.







Partout sur le campement sont affichées les photos de « martyrs de la révolution ».

"Les résistants de la place Tahrir furent finalement attaqués par des centaines de baltaguya"

Chaque jour de l'occupation, un comité restreint se réunissait pour commenter les dernières informations et rédiger les communiqués à mettre en ligne sur Facebook, tirer le bilan des actions menées la veille par les jeunes et établir le programme des jours à venir, notamment le mode de participation aux différents meetings qui se tenaient aux quatre coins du Caire. Au début, j'assistais discrètement aux prises de décisions et n'émettais un avis que lorsque l'on me le demandait. Puis, au fil du temps et des épreuves partagées, je fus adoptée par le Conseil de la place Tahrir, d'abord comme observatrice puis comme «sœur de combat» dont la mission était de témoigner de la révolution en marche. J'étais vraiment aux premières loges de ces moments uniques d'apprentissage du débat démocratique. Pas forcément évident: le désir de parler était tel que la discussion virait souvent à la cacophonie générale! Mais miraculeusement, il suffisait que Wael Aly hausse le ton pour que le cours du débat reprenne normalement, c'est à dire avec un temps de parole réparti minutieusement pour chaque personne.

Des visiteurs venaient aussi quotidiennement soutenir les résistants



Wael Aly en séance de formation des jeunes.



de Tahrir. Leur composition sociale était variée. Des bourgeois se mêlaient aux populaires : des affairistes et même des intellos -genre bobos parisiens qui se faisaient prendre en photo devant le portrait des «martyrs de la Révolution»... Wael El-Ebrachy, un animateur vedette de la télévision Dream 2 avait aussi fait le déplacement. Des admiratrices en *hijab* s'agglutinaient autour de lui pour arracher un autographe. Autre attroupement, autre excitation : Abdallah Assam, un chanteur populaire connu dans tout le monde arabe, était aussi venu à l'improviste. Un juge aussi, en représentation pour le Syndicat de la magistrature dont le président, Achraf Zahram, n'avait pas hésité à soutenir les occupants de Tahrir dès le début. «Ce que nous demandons est simple», m'expliquait-il lors d'une rencontre avec les jeunes au syndicat des journalistes. «Nous voulons que le peuple égyptien décide enfin de son destin, élise souverainement ses dirigeants, un gouvernement civil et non militaire. Mais aussi qu'un terme soit mis à la corruption dans tous les milieux, et que justice soit rendue aux martyrs de la révolution. Car notre peuple vient de prouver au monde entier qu'il est digne de la démocratie et mérite le soutien de toutes les nations libres». Et de m'expliquer que la lutte contre la corruption est menée dans l'appareil judiciaire depuis les dernières élections de la corporation.

Cette deuxième occupation de la place Tahrir fut subitement réprimée. Le 8 mars au soir, le harcèlement du campement, notamment par des jets de pierres, avait commencé et duré jusqu'à l'aube. L'agression avait ensuite repris dans la matinée du 9 mars. A la tombée de la nuit, les résistants de la place Tahrir furent finalement attaqués par des centaines de *baltaguya* armés de couteaux, de machettes et de torches incendiaires. Juste avant l'intervention des soldats. Des personnes furent tabassées et arrêtées, le campement fut entièrement saccagé, et même le drapeau égyptien qui flottait tel un symbole de renaissance au milieu du square fut arraché. Comme si on voulait éradiquer tout espoir de liberté et de démocratie! Et pour marquer les esprits au fer rouge, les jeunes femmes emmenées ce soir-là par la police militaire au Musée du Caire furent contraintes de subir un test de virginité, tandis que les jeunes hommes étaient frappés avec des matraques électriques! Les manifestants



La Commune de Tahrir

arrêtés furent ensuite déférés devant le tribunal militaire qui les condamna de façon expéditive à des peines allant de 3 à 15 ans de prison.

ci-contre: Wael El-Ebrashy rend visite au Conseil.



Le 8 mars, le Conseil de la Commune de Tahrir avait décidé de réorganiser le camp: une tente sert de lieu de culte pour les Coptes et les Musulmans, deux pour l'intendance et la formation, et une aux nécessiteux à condition qu'ils renoncent à la mendicité.



Des règles furent aussi rendues publiques. Une administration parallèle était en train de se mettre en place; la police (pour évacuer les perturbateurs), le culte, l'éducation et le social.





Chaque soir, le Conseil de la Commune de Tahrir se réunissait pour répartir les fonctions de chacun: service d'ordre, nettoyage, ravitaillement, soins et même relations publiques.

"Des centaines de lycéens déferlèrent en courant devant moi"

A Tahrir, les jours se suivaient et ne se ressemblaient pas! Cette matinée de début mars s'annonçait ensoleillée. Mais alors que je me rendais sur la place, des centaines de lycéens déferlèrent en courant devant moi. Aussitôt, je me mis à courir pour essayer de les rattraper, sans trop savoir la destination de cette manifestation aux allures de marathon. Mais ils allaient à une allure telle que j'avais bien du mal à les suivre. Nous finîmes par arriver devant le ministère de L'Education nationale, où des centaines d'enseignants étaient déjà agglutinés devant les grilles. Ils étaient venus de toutes les régions d'Égypte pour réclamer de meilleures conditions de travail, des salaires décentes, le respect de leur profession. Et pour cause: la plupart d'entre eux se débrouillent avec les moyens de bord, des salaires ridicules (de 100 à 300 livres dans le public, jusqu'à 500 dans le privé, soit de 20 à 65 euros par mois !) ou cumulent des cours privés après la classe pour boucler leurs fins de mois.

Fadia, une manifestante particulièrement en colère m'avait interpellée. Fadia venait de Fayoum et gagnait un salaire de 80 livres par mois. Une vraie misère! «Heureusement que mes parents sont encore vivants!», m'expliquait-elle. «Sinon je suis bonne pour la rue!». Quand aux conditions de travail... lamentables! «Je n'ai aucune sécurité d'emploi», poursuivait-elle, «juste un contrat de 6 mois sans assurance maladie ni congés payés». Et les manifestants autour de nous d'argumenter dans le même sens. La désespérance pouvait se lire sur leurs visages trop vite abîmés par les difficultés de la vie. Les élèves subissent évidemment les conséquences de ce mauvais traitement.

Le système scolaire public est en effet véritablement sinistré, laissé à l'abandon depuis les années 90 qui ont marqué le passage à marche forcée vers un capitalisme sauvage. Résultat: un système d'enseignement bipolaire. Une sous-instruction dans les écoles gouvernementales qui scolarisent environ 90% des enfants. Parallèlement, la privatisation de l'éducation s'est développée avec l'augmentation des écoles privées et des services d'enseignement. Un véritable marché de l'éducation qui

s'adresse à un large éventail de clients potentiels et illustre l'aggravation des disparités sociales et idéologiques de la société égyptienne. Sans compter le développement endémique des leçons particulières privées, notamment au niveau du secondaire. Régulièrement, la presse épingle

cette «mafia de la leçon particulière», l'accusant de spéculer sur le désir de promotion sociale par l'éducation. Les familles des classes modestes dépensent en effet des fortunes dans l'espoir que leurs enfants obtiennent une note élevée au certificat de fin d'études secondaires, condition *sine qua non* pour obtenir une place dans l'université souhaitée. Selon certaines estimations, le montant total dépensé pour les cours particuliers dépasse le budget de l'État consacré à l'éducation! Ce qui n'empêche pas l'Égypte de compter 17 millions d'illettrés!



Des centaines de lycéens défilèrent en courant devant moi.





Les lycéens rejoignent leurs enseignants devant le ministère de l'Éducation nationale.





Pancartes contre la sous-instruction organisée dans les écoles gouvernementales, qui scolarisent 90% des jeunes.



Face à des conditions de travail impossibles, une désespérance se lit sur les visages trop vite abîmés par les difficultés de la vie.





« Oh ministre de l'Education, honore-nous d'un changement au lieu de nous reléguer au rang de balayeur! »
 « 90 livres par mois! Mr. le ministre, j'en fais quoi et j'enseigne quoi ? »



«Titularisation sans conditions !»

Malgré les premiers gaz lacrymogènes, les manifestants ne reculent pas.



"Nous ne sommes pas venus mendier. Nous voulons un vrai statut avec un salaire décent"

Retour devant le ministère. Alors que les manifestants demandaient à être reçus, un général était venu à leur rencontre. Très vite, il fut entouré par un groupe d'enseignants et une discussion surréaliste s'engagea.

«Donnez-nous du temps, dans quatre mois tous vos problèmes seront réglés!», lança-t-il à la volée. «Cela fait des années qu'on nous bala- de!», lui répondit fermement un manifestant, «et nos conditions se sont dégradées». Un autre prit aussitôt le relais: «Nous ne sommes pas venus mendier. Nous voulons un vrai statut avec un salaire qui nous permette de faire vivre nos familles. C'est trop demander?». Puis un autre: «Arrêtez de vous moquer de nous et de nos enfants. Comment peut-on enseigner sans matériel pédagogique, dans des écoles déla- brées et avec un effectif de plus de 40 élèves en moyenne par classe?». Assurément, le ton paternaliste du général ne passait pas. Se sentant débordé, il avait battu en retraite avant de sonner la dispersion. Les sol- dats se déployèrent alors et bloquèrent la rue. Puis ils repoussèrent les manifestants hors du périmètre du ministère de l'Éducation. Un lancer de gaz lacrymogène dispersa les récalcitrants.



Devant le ministère, un général tente de calmer la colère des enseignants.



Jeunes et enseignants devant les chars, pendant les pourparlers avec le général.



Les soldats ont commencé à se déployer et bloquer les rues. Avant d'entamer, sur ordre du général, la dispersion hors du périmètre du Ministère.



"Ils exigeaient le renvoi d'Ahmed Shafik, le Premier ministre hérité de l'ère Moubarak"

Chaque vendredi, la place Tahrir agissait comme un aimant. En provenance de tous les quartiers du Caire, des milliers de manifestants de tous âges et de toutes catégories sociales venaient réaffirmer les revendications révolutionnaires. Ce 4 mars, ils exigeaient le départ du Premier ministre, Ahmed Shafik, un cacique du régime Moubarak. Ce qu'ils obtinrent. Le Conseil Suprême des Forces Armées le remplaça par Essam Sharaf, connu pour son hostilité à Moubarak depuis sa démission à grands fracas du poste de ministre des Transports, en 2005. Il avait d'ailleurs participé aux manifestations de janvier et, juste après sa nomination, était venu place Tahrir où il fut porté aux nues par les manifestants.



Tous les âges et toutes les catégories sociales étaient présentes pour demander le départ du Premier ministre.





Les agissements de l'ancien cacique de Moubarak sont inscrits sur un grand nombre de banderoles. En Égypte, la classe moyenne ne représente pas plus de 25% de la population, une goutte d'eau sur une population de 80 millions d'habitants.



Les manifestants portaient toutes sortes de badges et de pin's aux couleurs de la révolution.





*La place Tahrir était devenu un vrai forum de discussions politiques.
publique.*



En Égypte, le voile n'est pas un obstacle à la participation des femmes à la vie





«Lavez vos mains, vous qui volez depuis longtemps»

«Liberté pour les prisonniers d'opinion !»



«Les dirigeants sont tous des criminels» (leurs noms sont dans les gouttes)



«Liberté pour les détenus politiques »



Monument à la gloire des «martyrs de la révolution »

"On ne peut pas parler de démocratie sans la participation des femmes à différents niveaux du pouvoir"

En ce 8 mars 2011, journée internationale des droits des femmes, la place Tahrir avait été investie par des dizaines de milliers de femmes, voilées ou non. En fin de manifestation, Nehad Abou Elkhomsan, avocate et présidente du Centre égyptien pour le droit des femmes, avait tenu personnellement à rencontrer les membres du Conseil et à visiter le campement. «Nous sommes venues pour saluer nos martyrs de la révolution et rappeler que la femme ne doit pas être oubliée dans cette transition démocratique. Nous avons constaté qu'il n'y a aucune femme dans le nouveau gouvernement. On ne peut pas parler de démocratie sans participation des femmes à différents niveaux du pouvoir alors qu'elles sont le pivot de la société égyptienne! », s'exclamait-elle indignée. «C'est une affaire nationale et pas seulement de genre!». Pas évident à faire accepter, car la société égyptienne, dont 17 millions de personnes sont totalement illettrés, est encore marquée par un conservatisme coutumier. Pour preuve, la pratique de l'excision, déjà attestée dans l'antiquité pharaonique, est répandue dans la grande majorité de la population, quelque soit son appartenance religieuse (95 % des femmes en 2005 selon une enquête DHS*). Il faut rappeler cependant que les plus hautes autorités religieuses égyptiennes, musulmanes et coptes, ont condamné en 2006 les mutilations sexuelles féminines, affirmant que ni l'islam ni le christianisme ne justifient leur pratique.

A l'extérieur du square, des contre-manifestants brandissaient d'ailleurs des pancartes avec l'inscription «Not Now!», tandis que des jeunes étudiantes dénonçaient sur leurs le harcèlement sexuel dont les femmes font quotidiennement l'objet dans la rue et le métro. Certes, mais il n'est pas évident non plus d'être un jeune dans une société où le télescopage entre tradition et modernité a pour effet d'accroître la tension sexuelle dans les lieux publics. Ceci explique peut-être cela!

«Ne nous y trompons pas!», précisait justement l'avocate, «la question des femmes est une question de transformation

culturelle et non d'idéologie. La preuve c'est que les Frères Musulmans, réputés pourtant conservateurs, sont plus ouverts sur cette question que les partis libéraux!». Les Sœurs musulmanes avaient en effet participé massivement à la manifestation des femmes.

La fin de cette journée fut particulièrement tendue à Tahrir. Des

** DHS: Secrétariat aux droits humains*

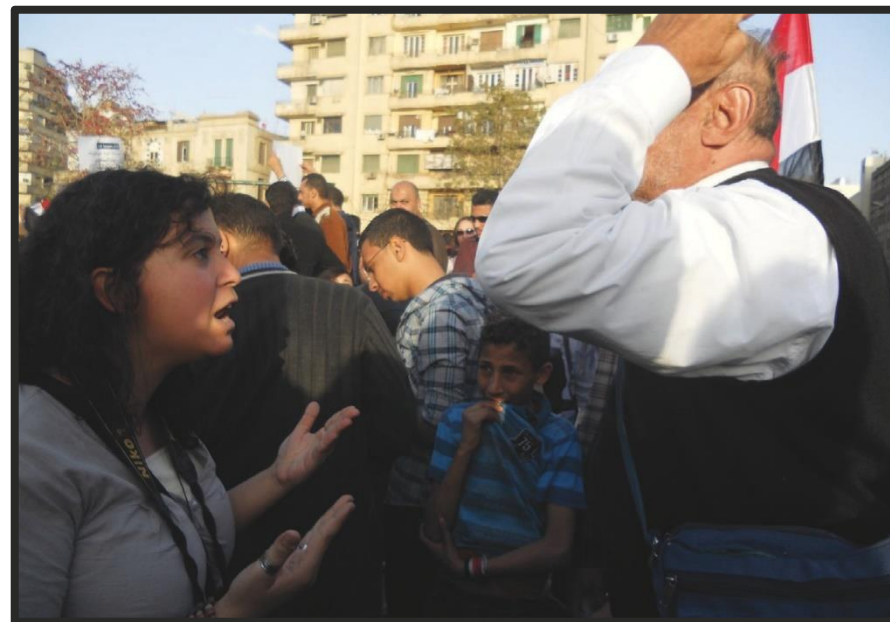


Vifs échanges entre manifestantes et contre-manifestants conservateurs.



dizaines de *baltaguya* avaient en effet manifesté une hostilité inquiétante contre les occupants de la place, faisant monter la tension d'un cran. Les agressions s'étaient multipliées, y compris contre moi-même. J'avais alors compris que j'étais un témoin gênant... on cherchait à m'éloigner. Alors que je recueillais le témoignage d'un homme qui insistait pour que je prenne en photo les marques laissées sur son dos par des décharges de matraques électriques, un groupe hostile m'avait entourée et menacée. Un homme habillé de noir m'avait alors dégageé, emmenée dans la tente des réunions et finalement remise entre les mains de la police militaire... pour, m'affirmait-il, me protéger de mes assaillants. J'avais quitté le camp, encadrée par des soldats. Ce qui n'avait pas empêché une foule excitée par je ne sais qui de nous suivre. Arrivée au poste militaire du Musée du Caire -qui faisait à l'époque office de QG de l'armée- j'avais dû attendre dans le froid durant plus de sept heures que l'on me rende mon passeport.

Le lendemain de la Journée des femmes, parmi les centaines de personnes arrêtées, dix-huit manifestantes furent emmenées à ce même musée du Caire. Elles y furent battues à coup de bâtons, de tuyaux et même soumises à des décharges électriques sur la poitrine et les jambes. L'une d'entre elles, la journaliste Rasha Azeb, fut relâchée avec des compagnons d'infortune. Mais les dix-sept autres furent transférées à la prison de Heikstep où elles subirent, par la force, des tests de virginité pratiqués par un homme vêtu d'un manteau blanc. Les jeunes femmes étaient nues face au «médecin», et à des militaires qui les photographiaient pour immortaliser la scène. Une vraie torture sexuelle! Menacées d'être inculpées de «prostitution» si le test s'avérait négatif, elles comparurent ensuite devant un tribunal militaire, comme les nombreux manifestants arrêtés le même jour. Certaines d'entre elles ont été condamnées à un an de prison avec sursis avant d'être relâchées. Interpellées par Amnesty International, les autorités militaires égyptiennes prétendirent qu'elles ne voulaient pas être accusées de viol, d'où ces «examens préventifs», ajoutant ainsi le cynisme à la barbarie!



Pas évident de faire accepter le changement en faveur des femmes, par une population très marquée par un conservatisme coutumier.





En rouge, l'avocate Nahida Benkhomsan, Présidente du Centre pour le droit des femmes.



Nahida Ben Khomsan en discussion sous les tentes de la Commune de Tahrir.





Selon Nahida Ben Khomsan, les Frères Musulmans sont plus ouverts à la présence des femmes à des postes politiques que certains libéraux.



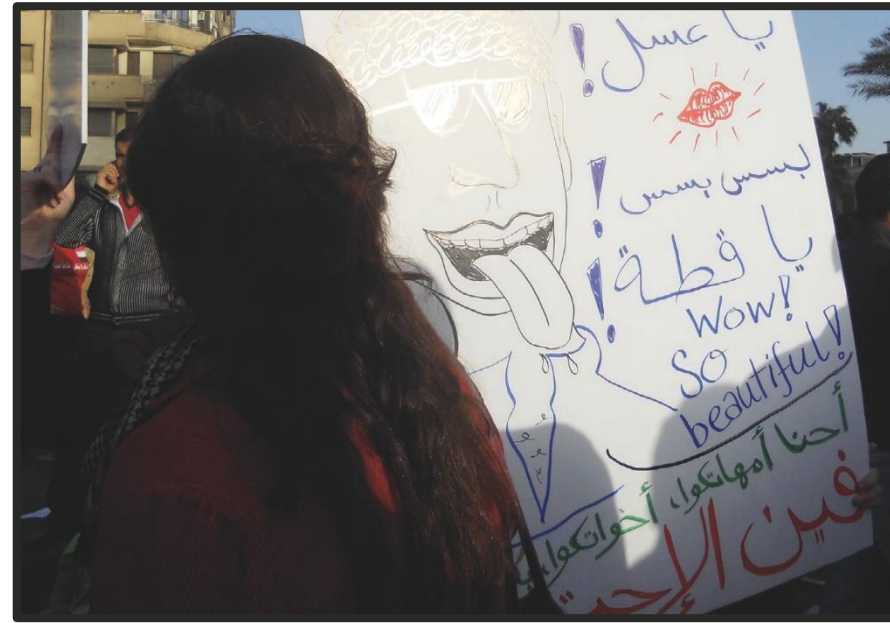
Liste des revendications des femmes, principalement la parité et la répression des violences à leur égard.



«Ce qui est important n'est pas l'habit mais le comportement !»



Pancartes contre le harcèlement sexuel: «ça suffit!»



"Les étudiants décidèrent de camper devant le ministère jusqu'à obtention de leurs revendications"

Ce même 8 mars, des étudiants de différentes universités d'Égypte s'engouffraient à leur tour dans la brèche ouverte par la «Révolution du 25 janvier» et manifestaient énergiquement devant le ministère de l'Enseignement supérieur, un imposant bâtiment à deux pas de Tahrir. Ils réclamaient de meilleures conditions d'études et surtout des débouchés. Les campus égyptiens sont en effet surpeuplés : les effectifs des diplômés du supérieur ont quasi quadruplé en vingt ans... Le budget de l'État n'a évidemment pas suivi! Et pour couronner le tout, le chômage endémique qui frappe la majorité des jeunes ne les épargne pas une fois leurs diplômes en poche, y compris les jeunes ingénieurs et médecins! Les discussions menées ce jour-là avec le ministre, dans le théâtre jouxtant le ministère, furent infructueuses. Les étudiants décidèrent alors de camper devant l'immeuble officiel jusqu'à obtention de leurs revendications. En vain: fin mars, la police militaire investit le campement vers 3h du matin et dispersa sauvagement les occupants, à coup de matraques électriques. Une répression disproportionnée au regard de leur nombre -pas plus d'une cinquantaine chaque nuit.



*Devant le ministère de l'Enseignement supérieur, les étudiants protestent contre le chômage endémique qui n'épargne pas les diplômés.
Les soldats contenaient les étudiants de crainte qu'ils ne bloquent la circulation.*



"Ce ministère compte plus de chefs que de personnes en exercice sur le terrain, son budget sert à la spéculation au lieu de pourvoir à nos besoins."

Le 22 mars, alors que je me dirigeais vers le syndicat des journalistes, dans le centre-ville du Caire, je fus interpellée par une singulière manifestation. Une centaine d'imams protestaient devant le ministère du *Waqf* (Affaires religieuses). Ils avaient en effet de quoi être en colère! Ce jour-là, ils étaient particulièrement remontés contre la corruption qui sévit au sein du ministère depuis des années! Un vrai comble!

L'un d'entre eux, au visage doux malgré une barbe abondante, s'était détaché du groupe pour venir à ma rencontre. Il était vraiment touché de voir qu'une journaliste - de surcroît étrangère - s'intéressait à eux.

«Nous voulons que la corruption au sein du ministère cesse», m'expliqua-t-il. «Notre situation est insupportable. Nous avons la charge de l'office et des cours de religion pour un salaire de seulement 100 livres avec un magistère en poche, et de 200 livres avec un doctorat». L'imam en avait gros sur le cœur. «Dans ce ministère, il y a plus de chefs que de personnel en exercice sur le terrain et son budget est investi dans des biens immobiliers lucratifs, à Hurgada par exemple, au lieu de pourvoir à nos besoins », poursuivait-il. Le fait est que depuis Nasser, les acteurs de l'Islam officiels sont soumis aux objectifs de l'État, devenant ainsi des fonctionnaires. Y compris ceux de la prestigieuse Institution d'Al-Azhar dont le président est nommé par le Premier ministre. Les biens *waqf** sont aussi passés sous le contrôle de l'État par une loi de 1953, qui autorise les Affaires religieuses à assigner les revenus de ces œuvres pieuses à d'autres buts que ceux pour lesquels ils avaient initialement été créés. Résultat: le ministère de *Waqf* se comporte en investisseur capitaliste, négligeant sa destination originelle. Dès lors, pas étonnant que la colère gronde sous les minarets!



Manifestation des imams devant le ministère du Waqf (Affaires religieuses).





« Nous voulons que cesse la corruption au sein de notre ministère. Notre situation est insupportable ! »



Bras de fer pour une nouvelle Constitution

Violemment évacués le 9 mars 2011, les occupants de la place Tahrir n'ont pas pour autant dit leur dernier mot. Alors que le Conseil Suprême des Forces Armées fixait au 19 mars la date du référendum pour amender la Constitution, des milliers de personnes continuaient de manifester tous les vendredis contre ce qu'ils estimaient être une supercherie électorale. Principale revendication : un nouveau texte fondamental établissant un pouvoir civil. Dès lors, un bras de fer commençait...



Comment assurer le maintien du régime tout en dormant l'illusion d'un changement radical? L'exemple algérien des années 1988- 1991 a sans aucun doute fait école. Le Conseil Suprême des Forces Armées, autoproclamé héros de la révolution depuis le coup d'État du 11 février 2011, programma des élections à court terme. À commencer par un référendum sur une révision partielle de la Constitution fixé au 19 mars. Une commission *ad hoc* fut aussitôt réunie et accoucha de huit amendements, dont trois destinés à calmer la grogne populaire: la limitation du mandat présidentiel à 4 ans (au lieu de 6 précédemment), renouvelable une seule fois, un allègement des conditions de candidatures aux élections et de création de partis politiques, et un renforcement du contrôle des scrutins. Des mesures *a priori* séduisantes mais jugées insuffisantes par un certain nombre de personnalités et de partis démocrates.

Un front du refus s'était alors constitué, avec notamment Amr Moussa, l'ex-Secrétaire général de la Ligue arabe et candidat à l'élection présidentielle, les partis libéraux *Wafd* et *Ghad*, la gauche, et bien sûr les jeunes révolutionnaires tel le Mouvement des jeunes du 6 avril. Pour eux, le référendum proposé ne remettait pas en cause les fondements du régime. Il fallait donc se mobiliser pour le «Non» afin, martelaient-ils, de mettre en échec le plan du CSFA et le contraindre à laisser le pouvoir aux civils, avec une nouvelle Constitution. De leurs côtés, les partisans du «Oui» n'étaient pas en reste! À commencer par les Frères Musulmans, dont le Parti pour la Liberté et la Justice fut l'un des premiers à recevoir l'agrément des autorités au lendemain de la chute de Moubarak. Forts de leur implantation dans tout le pays, ils spéculaient déjà sur leur future victoire aux élections législatives. Leur principal argument ? Plus vite on en aurait fini avec les élections, et plus vite le pouvoir serait rendu aux civils! En apparence, même objectif pour les deux camps: le retour rapide de l'armée dans les casernes. Mais deux postulats diamétralement opposés : d'un côté la légitimité démocratique, de l'autre la légalité constitutionnelle!

Dix-huit millions d'égyptiens -soit 41% des électeurs- avaient donc voté le 19 mars. Le «Oui» l'emporta massivement, excepté dans les villes «révolutionnaires» (Le Caire, Alexandrie et Suez) où le «Non» fit un score honorable.

Résultat: au lendemain du référendum, bon nombre d'égyptiens se réveillèrent avec la gueule de bois. Et ce goût amer des lendemains qui déchantent. Comme si l'esprit de la révolution s'était soudainement évaporé...

Coup de
théâtre au Conseil
constitutionnel

Ca
mpagne à
l'Université du
Caire

Justice !

Le syndicat des journalistes,
haut lieu de contestation

Pour une nouvelle Constitution !

Un référendum tendu



"Les uns après les autres, les avocats, dans une surenchère d'effets de manches, clamaient leurs plaidoiries devant une salle comble"

Les Égyptiens ont un sens inné du mélodrame et de la mise en scène. Le 15 mars, les avocats investissaient la cour du Conseil constitutionnel pour y jouer le procès des amendements à la Constitution proposés par la fameuse commission *ad hoc* mise en place par le CSFA. Objectif principal: démontrer leur inanité et démonter la logique qui les sous-tend. Les uns après les autres, les avocats, dans une surenchère d'effets de manches, clamaient leurs plaidoiries devant une salle comble. À la tribune, les magistrats du Conseil écoutaient attentivement leurs arguments tout en veillant à ce que le débat ne tourne pas au procès du CSFA, menaçant d'évacuer la salle au moindre applaudissement du public ravi. Les médias étaient bien sûr au rendez-vous pour retransmettre le spectacle. Pendant ce temps, à l'extérieur, des militants issus de la gauche laïque auxquels s'était joint un groupe de jeunes de la place Tahrir, brandissaient des pancartes et scandaient dans une cacophonie cairote des slogans hostiles au référendum.



«Le peuple exige une nouvelle Constitution !» «Non aux amendements de la Constitution !»





Ahmed, Sameh et d'autres jeunes de Tahrir devant le Conseil constitutionnel. Wael Aly devant le Conseil constitutionnel.



Karima El Hefnawy, du mouvement Kifaya.

"En première ligne de la contestation estudiantine : les jeunes du tout nouveau parti El Wassat"

Début mars, les cours reprenaient dans les facultés. A l'université du Caire, les étudiants en communication avaient organisé un rassemblement devant leur département. En première ligne, les jeunes du tout nouveau parti *El Wassat*, issu d'une scission des Frères Musulmans, tentaient de chauffer les troupes majoritairement féminines. Mais l'enthousiasme n'était pas au rendez-vous. Après deux mois de fermeture, les étudiantes n'avaient qu'une idée en tête: rattraper le temps perdu pour valider leur année. Ce jour-là, la séparation spatiale entre les garçons et les filles -pourtant avec *hijab*- m'avait sauté aux yeux! Comme s'il y avait une frontière invisible à ne pas franchir: celle des conventions sociales dictée par une vision rétrograde de la religion. J'avais été aussi frappée par la non-mixité confessionnelle dans le campus. Les étudiants coptes se retrouvaient entre eux, dans le jardin situé devant la chapelle.



Rassemblement des étudiants du pôle communication de l'Université du Caire.





Les jeunes du nouveau parti El Wassat tentaient de convaincre un auditoire sceptique...



"Les principales victimes des journées sanglantes de février 2011 furent les enfants des classes populaires"

Autre lieu, autre contestation! Devant le Palais de justice, les familles de jeunes prisonniers manifestaient pour la libération de ces derniers. Elles ne comprenaient pas en effet que des milliers de délinquants aient été libérés soudainement en février, alors que leurs fils continuaient à purger un supplément de peine. Les familles de martyrs s'étaient jointes à elles ainsi qu'un groupe de jeunes de la place Tahrir. Comme pour marquer une solidarité de classe. Les principales victimes des journées sanglantes de février 2011 furent en effet les enfants des classes populaires. Logique! Le désespoir des ces jeunes Égyptiens a atteint un point tel que la mort leur semble plus douce que leur chienne de vie! Car ce qui les détruit plus que leur pauvreté, c'est le mépris et la ségrégation dont ils font l'objet de la part des autres catégories de la société. Terrible!



Rassemblement des familles de jeunes prisonniers devant le Palais de justice.





Devant le palais de justice, les familles de jeunes prisonniers manifestaient pour la libération de ces derniers.



Les familles de martyrs et un groupe de jeunes de la place Tahrir s'étaient jointes à elles, comme pour marquer une solidarité de classe.





Les principales victimes des journées sanglantes de février 2011 furent les enfants de la classe populaire.



"Ces mères, accablées par la douleur d'un deuil impossible, tentaient d'interpeller les autorités"

Les mères, épouses et sœurs des martyrs s'étaient regroupées devant les grilles du Palais de justice. Inlassablement, elles brandissaient les portraits de leurs fils tombés au champ d'honneur de la révolution, de crainte qu'ils ne soient oubliés. Craintes justifiées car le ministère de la Solidarité leur a proposé une indemnisation de 30 000 livres égyptien- nes (3750 euros) en échange de leur silence. Selon le décompte officiel, 779 manifestants ont été assassinés depuis le 25 janvier 2011. En fait, le nombre de morts approcherait les 2000. Et selon la *vox populi*, beaucoup de familles n'ont jamais récupéré les corps des leurs. Des rumeurs persistantes parlent de fosses communes aux alentours du Caire. On dit même que durant la répression des manifestations de l'automne dernier, des jeunes auraient été emmenés dans le désert et laissés pour morts après avoir été salement tabassés. Impossible de distinguer le vrai du faux, car dans cette mégapole surpeuplée qu'est le Caire, il est facile de disparaître sans que personne n'y prenne garde.

A chaque fois, l'émotion était à son comble. Ces mères, accablées par la douleur d'un deuil impossible, tentaient d'interpeller les autorités



Un travail de deuil impossible tant que justice ne sera pas rendue !



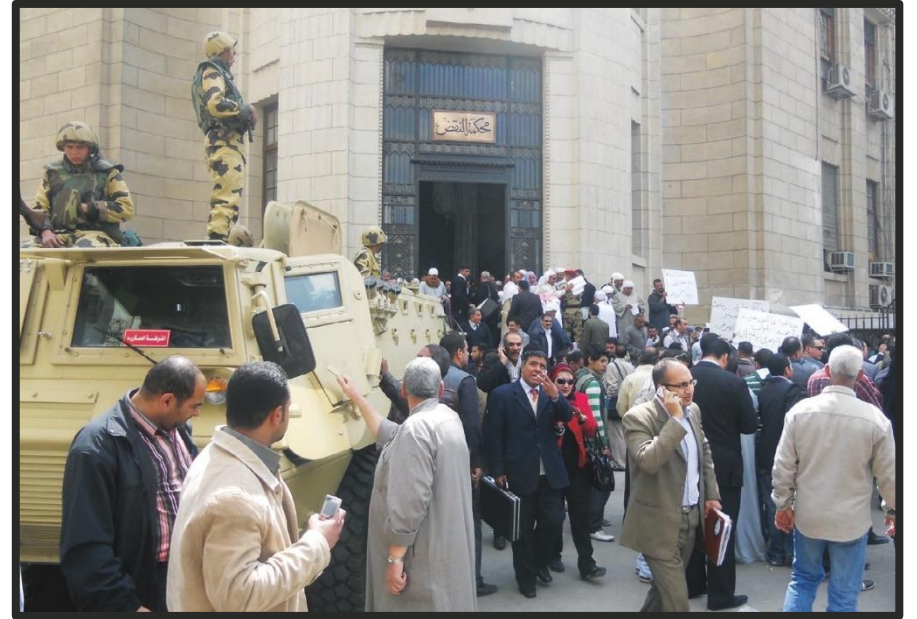
par leur ballet incessant devant les immeubles officiels du Caire; mais aussi en se rendant au tribunal lors du procès de Moubarak ou d'autres dignitaires du régime. Elles espèrent qu'ainsi, on finira tout simplement par leur rendre justice. Comme le fut durant plus de vingt ans celui des «Folles de la place de Mai» en Argentine, le combat de ces femmes est crucial car porteur de changement pour toute la société égyptienne. Il s'annonce donc long et semé d'embûches. Lorsque je les ai rencontrées, à Matariya, un quartier populaire à la périphérie du Caire, je n'ai pu m'empêcher de penser aux familles de disparus en Algérie qui continuent depuis 1994, malgré la répression qu'elles subissent, à réclamer la vérité sur le sort des leurs et la poursuite de leurs assassins.



"En Egypte, la plupart des affaires ne se gagnent pas par la loi mais par des pots-de-vin versés aux magistrats dans le secret de leurs cabinets"

Très présents aux côtés des plus démunis, les avocats se sont très vite organisés pour se battre sur tous les fronts de la révolution sociale en cours. Avec les différentes organisations des droits humains, ils ont constitué des collectifs pour poursuivre les anciens hauts dignitaires du régime Moubarak, assister les familles de martyrs et les blessés de la révolution, mais aussi les milliers de prisonniers politiques qui croupissent en prison depuis février 2011 -au nombre de plus de 15 000 selon les ONG internationales. La lutte contre la corruption, une pratique «institutionnalisée» au sein des tribunaux, est aussi une de leurs priorités depuis la révolution du 25 janvier 2011. Car en Égypte, la plupart des affaires ne se gagnent pas par la loi mais par des pots-de-vin versés aux magistrats dans le secret de leurs cabinets. Le tribunal de grande instance du Caire est ainsi devenu un lieu de bataille symbolique pour l'établissement d'un État de droit.

Les familles de martyrs et un groupe de jeunes de la place Tahrir s'étaient jointes à elles, comme pour marquer une solidarité de classe.





"Place Tahrir, les jeunes gens mettaient un point d'honneur à respecter leurs sœurs de combat"

Principal acteur de la révolte, la jeunesse populaire subit de plein fouet l'injustice d'une économie ultralibérale qui a clivé verticalement la société égyptienne. La frustration, l'attente, le chômage et le célibat sont en effet le lot quotidien de la majorité de ces jeunes dans une société où le consumérisme et le matérialisme sont triomphants. Alors que le car- can social ne permet pas les unions libres, le mariage est devenu pour eux un véritable mirage. Une vraie torture psychologique car bercés aussi par une culture populaire au romantisme exacerbé, diffusée par les radios, les chaînes de télévision et le cinéma. Résultat: la tension sexuelle a envahi l'espace public parallèlement à la participation crois- sante des jeunes femmes au marché du travail -le niveau d'étude de ces dernières ayant augmenté. «Un jeune musulman qui veut se marier, pour ne pas commettre le péché, doit économiser le montant total de sa paye durant vingt ans pour pouvoir payer la dot», m'affirmait un jeune au bord de la dépression. «Il a besoin de vingt autres années pour pou- voir payer un acompte pour un appartement, si les prix n'augmentent pas. Sinon, il passera sa vie à économiser le prix de ses funérailles!».



Le coût du mariage est en effet actuellement au minimum de 50 000 livres égyptiennes alors que le salaire moyen pour ceux qui ont la chance de travailler atteint à peine les 500 livres.

Pas étonnant donc que Facebook connaisse un succès explosif au pays des hiéroglyphes! 17 millions d'internautes, soit 20 millions de personnes majoritairement jeunes, sont connectées 24h/24. Les réseaux sociaux sont devenus un véritable terrain de chasse où les femmes étrangères sont des proies très prisées. Le mariage mixte est en effet, dans l'imaginaire des jeunes égyptiens, le sésame d'un avenir meilleur et d'une promotion sociale assurée. Une véritable stratégie collective à l'heure de la globalisation des moyens de communication!

Paradoxalement, durant l'occupation de la place Tahrir, les jeunes gens mettaient un point d'honneur à respecter leurs sœurs de combat. Et gare à celui qui s'aventurait à avoir un regard trop insistant! Mais la nature humaine étant ce qu'elle est, des histoires d'amour se nouaient à l'abri des regards inquisiteurs... En tout bien tout honneur, bien sûr!



Salima, passionnaria du Comité des jeunes de la place Tahrir.

"Nous n'avons jamais pu obtenir la carte de presse !"

Le 16 mars, les jeunes s'étaient à nouveau rassemblés, mais cette fois devant l'imposant édifice du syndicat des journalistes, pour continuer la campagne contre le référendum. À l'intérieur, les familles de martyrs témoignaient dans le cadre d'une conférence organisée par des ONG sur les atteintes aux droits humains depuis le 25 janvier.

Lieu de convergence de bien des manifestations, le syndicat des journalistes abrite l'organisation gouvernementale chargée d'encadrer la profession. Une sorte de «syndicat unique» dont la carte permet aux journalistes de bénéficier des largesses de l'État: couverture sociale, logement, formation et autres avantages en nature. Pour y avoir droit, il faut être engagé par un journal reconnu par le syndicat, c'est à dire qui paye sa cotisation annuelle. Exit les centaines de pigistes qui se démènent vaille que vaille avec une simple carte de visite. L'accès à l'immeuble du syndicat leur est d'ailleurs difficile car l'entrée est étroitement filtrée par des vigiles. Sans le précieux sésame, ils doivent se faire accompagner par un confrère encarté, tels de simples visiteurs. La première fois que j'ai mis les pieds à la cafétéria du syndicat, j'ai été frappée par le profil des journalistes qui s'y trouvaient. La plupart travaillent pour la presse gouvernementale. Ils avaient l'air de fonctionnaires avachis et semblaient tuer le temps... alors que la société était en pleine ébullition!

Rien à voir avec Karam Min Allah Sayed et Ayman Amr, les deux confrères qui m'accompagnaient. Bien que journalistes depuis plus de 10 ans, ils n'ont jamais pu obtenir la carte de presse officielle alors qu'ils travaillent comme de véritables forçats... payés au lance-pierre! Alors, avec un groupe de francs-tireurs, ils ont créé en mars 2011 le Syndicat des journalistes indépendants. Objectifs: casser le monopole du syndicat officiel et obtenir une vraie reconnaissance des autorités et de la profession. Un vrai défi! Le jeune syndicat affichait déjà plus d'une centaine d'adhérents lors de sa création. Pour les mêmes raisons, d'autres syndicats se sont créés: le Syndicat des artistes et auteurs multimédia, le Syndicat des journalistes internet, etc. Une vraie révolution au pays de la soumission et de la

bureaucratie-qui-rend-fou ! Ce jour-là, le seul journaliste à être sorti aux nouvelles fut Mohamed Abdelkoddous, alors président du Syndicat et membre de la Confrérie des Frères Musulmans. Après un rapide discours consensuel genre «le référendum va permettre un changement, c'est juste une question de temps», il s'est contenté d'appeler à la prière les jeunes manifestants.



Pas de vrai changement sans nouvelle constitution !





Le syndicat des journalistes, lieu stratégique pour les manifestations. Mohamed Abdelkoddous, Frère musulman, ex-président du syndicat.



Mère de martyr brandissant la photo de son fils; en bas : mère de Walid, un jeune sourd- muet arrêté le 9 mars 2011. Condamné par une cour militaire à trois ans de prison, il fut finalement libéré sous la pression de la rue. !

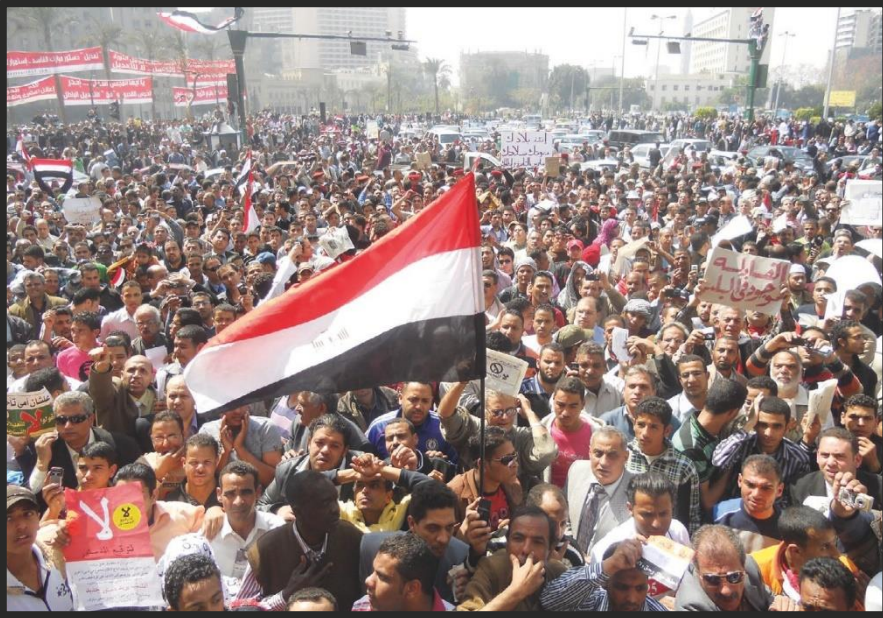


"La colère montait d'un cran : le "Non" au référendum signifiait en filigrane le rejet du Conseil militaire"

Ce 18 mars donc, veille du référendum, la place Tahrir était à nouveau envahie par une foule compacte de manifestants. Plus de 500 000 personnes étaient rassemblées pour clamer leur rejet du plan proposé par le Conseil suprême des forces armées, à commencer par le référendum sur la Constitution. Les comités des jeunes révolutionnaires avaient de quoi être fiers. Malgré la répression sauvage dont furent victimes les occupants de la place Tahrir neuf jours auparavant, la mobilisation était toujours aussi intense. Et les slogans au rendez-vous, avec autant d'inventivité et de dynamisme qu'aux premiers jours de la révolte. Mais cette fois, à la différence des journées de janvier et février 2011, les ligues populaires tenaient le haut du pavé. Leurs leaders faisaient leurs premiers pas en politique, adressant, du haut de la tribune, des discours incendiaires à une foule au diapason. Bref, la ferveur révolutionnaire des premiers jours n'était pas retombée. Mais la colère était montée d'un cran : le «Non» au référendum scandé sur tous les tons signifiait aussi en filigrane le rejet du Conseil militaire.



Les Égyptiennes de tous âges participaient aux manifestations.



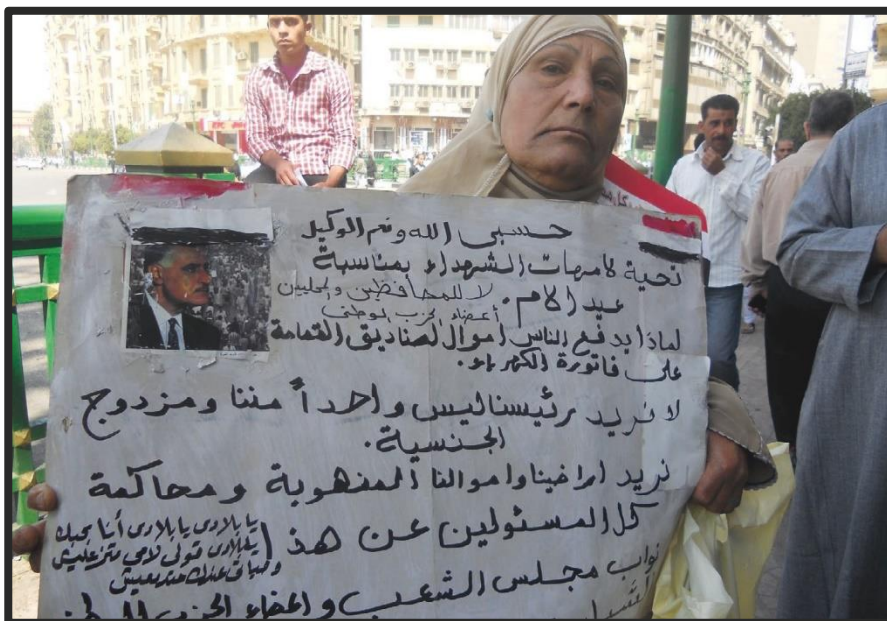


«La police de 6-Octobre (ville nouvelle) a tué 12 enfants et personnes n'est poursuivie.»



Chacun y allait de sa pancarte et de ses slogans.

«Non au lifting de la Constitution, non à la contre-révolution!»





Le Cheikh Gamil Allam, un théologien d'Alexandrie, était présent chaque vendredi, apportant ainsi une sorte de caution religieuse à la contestation populaire. Particulièrement aimé par les jeunes et les femmes, il est connu pour son ouverture d'esprit et son combat contre l'instrumentalisation de la religion par les politiques, en particulier par les Frères Musulmans et les intégristes. Il diffuse ses prêches sur Justin TV et Facebook.

"A l'arrivée d'El Baradei, un "voici l'étranger !" avait retenti dans la foule, déclenchant un quasi-lynchage"

Le 19 mars 2011, jour J du référendum, je me suis rendue avec un groupe de militants de Tahrir à Moukatam, une bourgade située à une heure de route du Caire. Mohamed El Baradei devait y voter. Les Égyptiens s'étaient déplacés en masse. Devant le bureau de vote, les files d'attente débordaient largement dans la rue avec... les hommes d'un côté et les femmes de l'autre! Les Frères Musulmans s'activaient à convaincre les récalcitrants du bien-fondé du "Oui" tandis que les partisans d'El Baradei préparaient un comité d'accueil pour leur chef charismatique. Mohamed El Baradei a en effet une envergure internationale. Il s'était notamment distingué en Irak, lorsqu'il était à la tête de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). La mission d'inspection qu'il dirigeait avait conclu à l'absence d'armes de destruction massive. Après sa démission de l'AIEA, cet homme austère de 68 ans avait fait un retour triomphal au pays en février 2010, accueilli par une foule de sympathisants à l'aéroport du Caire. Il tente depuis, avec la Coordination pour le changement, de fédérer l'opposition au régime autour d'un projet de réformes démocratiques.



Les femmes s'étaient massivement déplacées pour voter, certaines pour la première fois.





Les partisans du OUI et du NON s'opposent a Moukatam.



La réputation d'intégrité d'El Baradei a séduit une grande partie de l'opinion, en particulier les jeunes et les classes moyennes. Autant dire qu'il est un adversaire redouté par les Frères Musulmans qui, comme les tenants du régime, n'ont pas hésité à mener une campagne de dénigrement contre lui sous la plume de leurs relais dans la presse.

Mais à Moukatam, ils avaient franchi un pas. Très vite, les esprits s'étaient échauffés, non pas sous l'influence de la chaleur mais des invectives lancées par des militants FM. A son arrivée, un «Voici l'étranger!» avait retenti dans la foule. Aussitôt, des jets de projectiles en tout genre s'étaient abattus sur sa voiture. Un caillassage d'une violence telle que le pare-brise avait volé en éclats. El Baradei avait dû rebrousser chemin. Mais son frère Ali, *public relations* du mouvement, avait été poursuivi et violenté par une foule en furie. Plaqué en fin de course contre le portail d'une école, il avait failli être lynché... sous mes yeux! J'avais alors poussé un «*khlaaaass !* » (stop) tellement strident que les assaillants en furent littéralement pétrifiés. Ce qui mit un terme à l'attaque... mais attira aussitôt l'attention sur moi. Unique femme au milieu de ces fous furieux incultes, j'avais été repérée et aussitôt prise à partie. Bien sûr, je n'avais pas demandé mon reste et m'étais immédiatement échappée.



A l'arrivée de Mohamed El Baradei, une foule hostile le prenait à partie avant de s'en prendre à son frère Ali...





Pas de changement sans justice !

Les comités populaires de la place Tahrir décidèrent de poursuivre la mobilisation. Certes, la chute de Moubarak avait été obtenue, mais pas pour qu'un régime militaire lui succède ! Et pas question de se laisser enjôler par des promesses sans lendemain. Les « revendications de la révolution » ne devaient pas finir dans les oubliettes de l'histoire...

Le référendum a eu lieu...mais la mobilisation n'était pas pour autant retombée! Ce 25 mars 2011, la place Tahrir était une fois de plus envahie par une foule toujours autant déterminée à mettre le Conseil Suprême des Forces Armées au pied du mur. Qu'en était-il des promesses de changement? Pourquoi les criminels du régime n'étaient-ils toujours pas jugés alors que les manifestants arrêtés depuis début mars subissaient une justice militaire expéditive? La colère grondait, d'autant qu'un décret anti-manifestations fut arbitrairement promulgué, interdisant tout regroupement de plus de huit personnes sous peine d'une lourde amende, ainsi que les grèves. Et pour couronner le tout, la vulgate officielle relayée par tous les médias faisait passer les contestataires pour des contre-révolutionnaires. Logique: depuis le déploiement militaire autour de la place Tahrir -officiellement pour protéger les manifestants des attaques des milices de Moubarak lors des journées sanglantes de février 2011- le Conseil Suprême des Forces Armées s'était soudain entouré d'une auréole révolutionnaire, notamment à grand renfort de publicité et d'images d'Epinal placardées sur tous les murs. Telle cette énorme bannière dominant la place Tahrir sur laquelle on voyait le maréchal Tantaoui saluant solennellement les victimes de la révolution. Un retournement digne des vieilles techniques de manipulation des masses. Et plus le mensonge est gros, mieux il passe!

Pour preuve, cette plainte des chauffeurs de taxi et des commerçants. A les entendre, les «révolutionnaires» seraient responsables de la récession économique et de la recrudescence de la délinquance. Et même de la décadence des mœurs. Et quoi encore! A croire que tout était pour le mieux sous Moubarak! Il est vrai qu'en ce début de printemps, les touristes n'étaient pas légion. Mais la faute à qui? Les images de la répression féroce qui s'était abattue sur les manifestants avant la chute de Moubarak avaient fait le tour du monde. Le 3 février, en effet, les chameaux, servant habituellement pour des promenades touristiques autour des pyramides, avaient été utilisés comme montures de combat par les assaillants. Hallucinant!

Les comités populaires relancent la mobilisation



La télévision nationale en état de siège



Le 1er avril, la place Tahrir réclame la tête de Moubarak



La place Tahrir s'était soudain transformée en champ de bataille d'un autre âge. Sans oublier les journalistes étrangers agressés par des «meu-tes de voyous»... Vraiment de quoi dissuader tout amateur d'antiquité égyptienne de venir dépenser son argent en Égypte, quitte à zapper les pyramides, le Sphinx et les plages de la mer Rouge pour d'autres destinations plus tranquilles, comme la Turquie et la Thaïlande!

Quant à la montée de l'insécurité, rien d'étonnant: les prisons avaient été vidées de plusieurs milliers de délinquants pour faire de la place aux milliers de jeunes contestataires arrêtés pour des raisons politiques... À un moment où les rues étaient parallèlement laissées sans surveillance policière, ainsi que toutes ces places et carrefours de la ville bouchonnés à longueur de temps faute d'agents pour réguler la circulation. Pas étonnant donc que les agressions sur les personnes soient montées en flèche. Rien de tel pour générer un climat de peur chez les braves gens, et les amener à réclamer eux-mêmes la fin des manifestations et le retour de la police dans la rue... Encore une vieille recette des États policiers!



En permanence sur la place, ce père de famille m'a raconté comment sa femme et son fils de trois ans ont été mitraillés durant les journées sanglantes de février.

"On voulait faire croire aux Egyptiens que le référendum marquait un point final à l'épisode révolutionnaire"

Donc ce 25 mars 2011, environ 100 000 personnes étaient venues sur la place à l'appel de différents comités populaires pour réaffirmer leur attachement à la révolution. On voulait leur faire croire que le référendum marquait un point final à l'épisode révolutionnaire et que, désormais, il fallait suivre le cours des choses... Mais place Tahrir, personne n'était dupe. Le feuilleton n'était pas encore terminé même si les Frères Musulmans, grands absents de la manifestation, estimaient le contraire et appelaient les égyptiens à se réarmer de leur habituelle patience en attendant les élections. Mais présent dans tous les esprits, le modèle de

«transition démocratique» tunisien avait valeur d'exemple : pas d'élections législatives et présidentielle tant qu'une nouvelle Constitution n'aura pas été adoptée... Logique!

Juste après la prière, des *leaders* politiques et autres personnalités défilaient à la tribune pour s'adresser à la fois à la foule des manifestants et... au Conseil Suprême des Forces Armées. Un cordon sanitaire militaire veillait à ce qu'il n'y ait pas de débordement. La place avait en effet été rendue à la circulation, comme pour dissuader les manifestants de rester. Mais l'enthousiasme était au rendez-vous... Il faut dire que les activistes de la place Tahrir étaient à l'époque convaincus qu'à force de persévérance, ils réussiraient à obtenir gain de cause. Certes, ils rêvaient debout, mais le rêve et l'espérance ne sont-ils pas le levain de toute révolution?



Durant toutes les manifestations qui se sont déroulées durant la seconde occupation de la place Tahrir, du 27 février au 1er avril 2011, le cheikh Gamil Allam dirigeait la prière.



Le cheikh Gamil Allam négocie l'heure de la dispersion de la manifestation avec un général.



La parole s'est libérée: tout le monde a le droit de s'exprimer à la tribune.



"L'immeuble Maspéro, siège de la télévision nationale, était devenu le lieu de ralliement de toutes les manifestations"

Lieu stratégique du Caire: l'immeuble Maspéro. Une sorte de mini- Maison de la radio qui abrite les télévisions nationales égyptiennes... Et les bureaux du ministère de l'Information, haut lieu de toutes les censures!

Durant la dernière semaine de mars, les manifestations s'y étaient succédées à une allure vertigineuse. Chaque jour amenait son bataillon de contestataires. D'abord la communauté copte, pour que justice lui soit rendue suite à l'incendie de l'église d'Alexandrie. Ensuite le personnel de la télévision, pour demander la démission des dirigeants des chaînes du service public, dénoncer leur corruption et les salaires pharaoniques dont ils ont bénéficié durant les années Mubarak. Sans oublier bien sûr les familles de martyrs et les jeunes de la place Tahrir qui venaient rituellement gonfler le nombre des manifestants. Parfois, les rassemblements avaient lieu en même temps, dans un désordre généralisé et une ambiance bon enfant. Mais je fus toutefois intriguée par le retrait volontaire des Coptes qui ont continué leur manifestation, non pas







*Les soldats encerclent les familles de martyrs et bloquent l'accès à Maspéro.
Banderole: « Le trio des corrompus qui ont dirigé l'Égypte : Zakaria Azmi, Fathi
Srour, Safwat Sherif »*

parmi les autres Égyptiens, mais en retrait de l'autre côté de la rue... comme s'ils avaient peur de se retrouver noyés, comme s'ils constituaient une communauté à part dans la société égyptienne. Ils étaient une cinquantaine, retranchés avec leurs pancartes derrière des barbelés. Tout un symbole. Certainement un réflexe de minorité!

Omniprésente, l'armée avait très vite envoyé la troupe et bouclé l'accès à l'immeuble Maspéro. Les manifestants s'étaient donc retrouvés encerclés mais avaient continué à protester jusqu'au coucher du soleil. Le personnel de la télévision eut finalement gain de cause puisque j'apprenais par la suite que le directeur de la télévision égyptienne et certains de ses adjoints avaient été congédiés. A l'époque, le Conseil Suprême des Forces Armées voulait encore donner des gages à la rue.

L'immeuble Maspéro, sous haute surveillance militaire





«Non à la criminalisation des manifestations et des grèves »



En manifestant devant l'immeuble de la télévision, les familles de martyrs espèrent être vues.

De l'autre côté de la rue, les Coptes manifestent derrière des barbelés.



"Place Tahrir, des juges et des avocats s'étaient succédés à la tribune pour faire le procès du président déchu et de son clan"

Le défi fut relevé haut la main. Ce 1er avril 2011, des centaines de milliers de manifestants investissaient à nouveau la place Tahrir, pour réclamer le jugement de Moubarak, de ses fils Gamal et Alaa, ainsi que des autres dignitaires du régime, tous incarcérés avec un traitement de faveur dans le carré *VIP* de la prison de Tora. Cette fois, le peuple exigeait des actes concrets, des têtes pour calmer sa soif de vengeance. Alors, après la prière du vendredi, des juges et des avocats s'étaient succédés à la tribune pour faire le procès du président déchu et de son clan, déclamant un réquisitoire couvrant trente ans de tyrannie. La fin de chaque discours était ponctuée d'un «*Allah Akbar* » assourdissant qui s'élevait de la foule en état de transe, et les orateurs étaient portés aux nues par une ovation égrenant leurs noms.



A 12h, des dizaines de milliers de personnes se sont alignées en direction de la Mecque pour la prière collective du vendredi.





Aussitôt après, les manifestants s'animèrent, brandissant des pancartes et scandant en chœur les slogans de la révolution.



«Le peuple exige le jugement de Moubarak!»
Visibles grâce à leurs voiles multicolores, les femmes représentaient plus du tiers des manifestants.





Habituellement reléguées dans un rôle subalterne, elles s'étaient retrouvées en première ligne du combat politique.



Au centre de la place, les familles de « martyrs de la révolution ».





«Le temps est venu de juger les corrompus » nouvelle.



Ce tableau symbolise l'union des Chrétiens et des Musulmans pour une Égypte

A large crowd of people is gathered in a city square, many holding Egyptian flags. In the foreground, a man in a grey jacket and sunglasses is shouting and pointing. The background shows a multi-story building and a KFC restaurant. The scene is filled with energy and movement.

Des "Officiers libres" sortent de l'ombre

La journée du 8 avril devait mettre un point final à la « révolution » avec le jugement symbolique et spectaculaire, place Tahrir, du régime Moubarak. Elle devait aussi marquer la toute-puissance des Frères Musulmans... et un retour à une vie politique normale. Comme si les problèmes cruciaux à l'origine de la révolte populaire étaient en passe d'être réglés ! Mais un événement inattendu vint perturber le programme de cette journée si particulière...

A lors qu'ils étaient absents des rassemblements du mois de mars, les Frères Musulmans et leur toute récente formation politique, le Parti pour la Liberté et la Justice, se joignirent finalement à l'appel du Conseil de la place Tahrir et de différents groupes et personnalités politiques pour cette manifestation monstre du 8 avril 2011. Cette journée devait marquer leur consécration. L'enjeu était en effet de taille: démontrer au Conseil Suprême des Forces Armées qu'ils avaient la maîtrise de la rue. Et cette fois, près d'un million de personnes exaltées prirent possession de la place Tahrir, comme aux premiers jours de la révolte... Impressionnant! Le procès spectaculaire de Hosni Moubarak et de ses affidés, par des juges réputés intègres, était pour la seconde fois

consécutive au programme.

Mais un événement inattendu vola la vedette aux multiples orateurs de cette journée particulière. Surgis comme du néant en début d'après-midi, juste après l'intervention de Safwat Higazi -un prêcheur proche des Frères Musulmans à la réputation sulfureuse- un groupe de sept officiers et soldats de l'armée égyptienne en tenue militaire (au total 27 officiers appartenant à un bataillon de 150 soldats venus de Suez) furent hissés sur la tribune principale, déchaînant l'ovation générale d'une foule en état de transe euphorique. Même Safwat Higazi, avant de s'esquiver subitement, ne put s'empêcher de lancer un cri du cœur «Ce sont nos frères, ce sont nos frères!», suivi en écho par «*Chaab, Djeïch, yad ouahda!*» (Le peuple et l'armée ne forment qu'une seule main!). Ce slogan tant de fois scandé prenait soudain son véritable sens.

Après avoir été emportés par un tourbillon de manifestants pour intervenir sur toutes les tribunes de la place Tahrir, les «Officiers libres» avaient fini la soirée sur le terre-plein central. Profitant de ce moment de répit, j'avais interviewé le lieutenant Yasser. Ce jeune officier de 26 ans avait été formé depuis l'âge de 17 ans à l'École militaire du Caire. Il m'avait expliqué sa démarche avec une naïveté consternante et je réalisais soudain à quel point les Egyptiens sont sentimentaux... et donc facilement manipulables!

- «Vous connaissez la Révolution des œillets*?»

- «Bien sûr, et justement il n'est pas question pour nous de faire un coup d'État. Nous ne cherchons pas à prendre le pouvoir, comme Nasser et les «Officiers libres» en 1952.

Nous n'avons aucun intérêt personnel à défendre, nous souhaitons juste que le pays se remette en marche.»

- «Pourquoi êtes-vous venus alors ?»

Ce 8
avril, les Frères
Musulmans
voulaient affirmer
leur contrôle de la
rue

furent hissés sur
la tribune principale

Piquée au vif, l'armée évacua
violemment la place
durant la nuit

Mais des « Officiers libres »



"Surgis comme du néant, un groupe d'officiers et de soldats en tenue militaire furent hissés sur la tribune"

- «Notre unique revendication est la dissolution du Conseil Suprême des Forces Armées et l'installation d'un vrai Conseil de transition, composé de deux civils et d'un militaire, qui proposera une nouvelle Constitution, même si cela doit prendre un an. Une nouvelle Constitution qui permette de faire le ménage après 30 ans de souillure. On doit juger tous ceux qui ont trahi l'Égypte.»

Le lieutenant Yasser était toutefois conscient de l'énorme risque qu'ils avaient pris, lui et ses compagnons d'infortune, en venant défier le Conseil Suprême des Forces Armées aux côtés du peuple.

- «Hier, la télévision égyptienne a annoncé que des civils contre-révolutionnaires viendraient aujourd'hui à la place Tahrir déguisés en militaires. Le Conseil Suprême des Forces Armées tente de nous faire passer pour des terroristes déguisés en militaires alors que le pays risque d'être complètement détruit par une contre-révolution en marche. On nous a cantonnés aux frontières alors que le vrai danger est à l'intérieur!»

Il ne croyait pas si bien dire! Mais la foule en liesse qui nous entourait n'avait pas réalisé la gravité de la situation. Aucune armée, en effet, ne peut tolérer la sédition dans ses rangs. Et encore moins l'armée égyptienne qui prit fermement, après avoir jeté en pâture Moubarak, la conduite de la «transition démocratique» dont elle s'affirme l'unique garante... En particulier face aux conservateurs de l'ancien système dont les capacités de nuisance et de manipulation pourraient provoquer, comme en Algérie dans les années 90, un véritable chaos pour mater la population.

Ce qui devait donc logiquement arriver arriva! Dans la nuit du samedi 9 avril 2011, peu après 3h du matin, la police militaire et des commandos étaient intervenus brutalement pour évacuer la place Tahrir, provoquant des scènes de violence urbaine d'une rare intensité : tirs de sommation nourris, voitures incendiées, jets de pierres contre les militaires, et même un «gradé» agressé par la

foule en colère. Objectif principal : se saisir de ce groupe d'officiers qui, grisés par la liesse populaire, s'étaient trop rapidement qualifiés de «libres». Ces derniers, profitant de la panique générale, ont évidemment tenté de fuir. Ils furent vite rattrapés! Bilan de cette nuit bleue: dix-neuf civils et deux «officiers libres» tués, des dizaines de blessés...



Ce jour-là, la place Tahrir était noire de monde.

Le spectacle du procès symbolique de Moubarak devait calmer les récalcitrants.



Le tout aussitôt camouflé. Au matin, la place était rendue à la circulation, totalement nettoyée!

Jugés rapidement par un tribunal militaire, les officiers arrêtés furent condamnés à des peines de prison ferme: jusqu'à 15 ans en première instance. À ce jour, leurs familles, appuyées par un comité de soutien, manifestent régulièrement pour leur libération. Car cette affaire demeure en effet une véritable énigme! Comment un bataillon de cent cinquante militaires en provenance de Suez avait-il pu atteindre le Caire à l'insu du haut commandement de l'armée égyptienne? Ces jeunes officiers auraient-ils été bernés, se retrouvant, à leur corps défendant, au centre d'un complot digne de l'ex-KGB? L'opacité qui règne autour de ce dossier est de mise et il faudra sans doute attendre longtemps avant que les langues des véritables protagonistes de cette affaire ne se délient...

Le fait est que, le 9 avril au matin, le CSFA lança un mandat d'arrêt contre Wael Aly, le principal animateur du Conseil de la Commune de Tahrir. Présenté comme contre-révolutionnaire à la solde d'Ibrahim Kamel, un richissime homme d'affaires lié au clan Moubarak, Wael est accusé d'avoir poussé la population à la révolte contre l'armée et ainsi provoqué la mort des civils durant cette fameuse nuit du 9 avril. Une accusation évidemment sans aucun fondement mais suffisamment frappante pour en faire un exemple dissuasif.

d'État démocratique contre le régime postfasciste de Caetano, sans presque aucune effusion de sang. Ils recueillent aussitôt l'adhésion populaire. Une vendeuse de fleurs du Rossio, la grande place de Lisbonne, offre aux soldats des œillets rouges, qui deviennent aussitôt le symbole de cette révolution qui lance le processus de démocratisation des pays d'Europe du Sud sous dictature (Espagne, Grèce).

**Révolution des œillets: Le 25 avril 1974, au Portugal, trois cents jeunes capitaines de l'armée de terre appartenant au Mouvement des Forces Armées réussissent un coup*



Cette fois, les Frères Musulmans étaient venus massivement.





La foule exaltée demandait la tête du tyran. En particulier pour rendre justice aux martyrs.



Le tribunal, composé de juges réputés intègres, rend son verdict.
«Tribune unitaire» : les comités populaires investissent l'estrade, jusque-là chassée des Frères Musulmans.

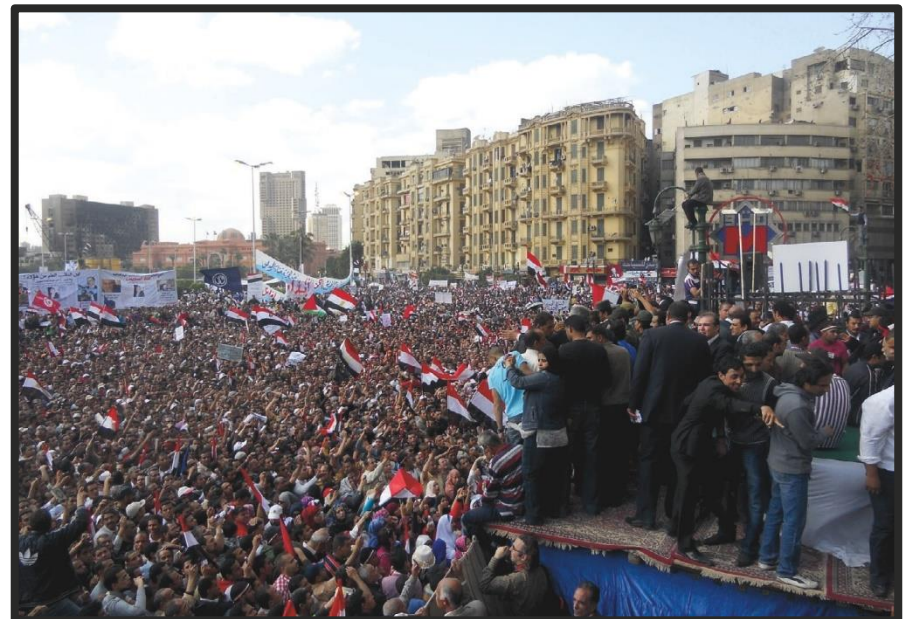


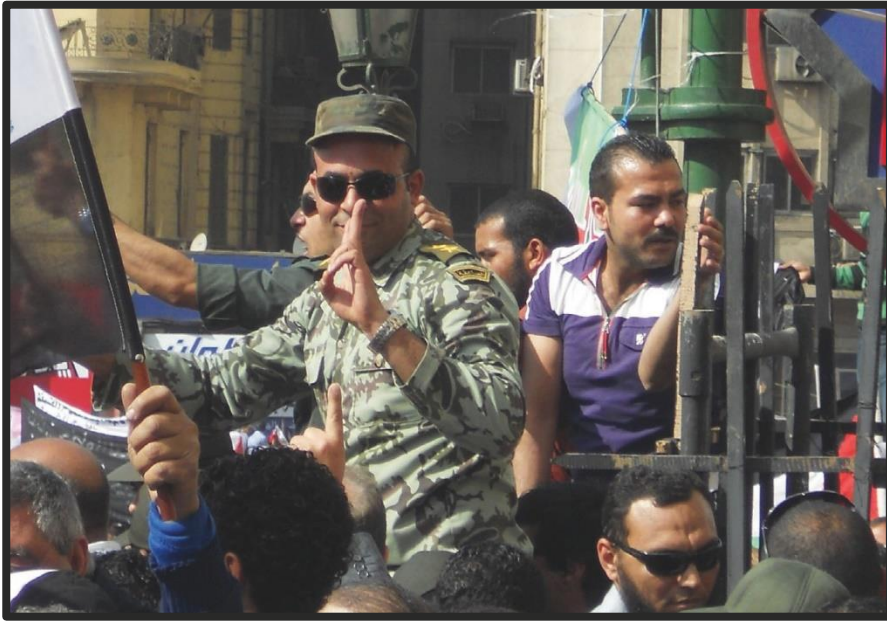


Et les familles des martyrs obtiennent enfin un temps de parole.



Grâce à la ténacité de Wael Aly et de ses compagnons du Conseil de la Commune de Tahrir.





Les "officiers libres" sont hissés sur la tribune, le lieutenant Yasser est porté en triomphe.





Conscients du risque pris par les officiers, les manifestants les entourent d'un cordon protecteur.



Les Frères Musulmans ont quitté précipitamment la tribune, de peur d'endosser la responsabilité de ce véritable défi.



الإخوان المسلمون

بإلحاح الأحرار

والضيق



Les Frères Musulmans à la conquête du pouvoir

Au lendemain de leur démonstration de force du 8 avril, les Frères Musulmans se sont empressés de battre la campagne pour calmer la fronde populaire et renforcer leur position dans tous les gouvernorats en vue des futures élections législatives



د/ محمد البنا

د/ زكي الدين

Imaginez un meeting des Frères Musulmans dans une station balnéaire huppée de la mer Rouge! Impensable?

Non, c'est désormais chose faite, le 21 avril 2011 à Hourgada, cette ville nouvelle digne de la Costa del Sol dédiée au farniente des riches bourgeois égyptiens et des touristes venus par vols spéciaux du monde entier.

L'info se répandit comme une trainée de poudre. À 18h plus de 500 personnes étaient au rendez-vous sous le chapiteau à ciel ouvert, dressé pour l'occasion en bordure de l'avenue Nasser, l'un des grands axes de la ville. La plupart avait fait le déplacement en famille, par curiosité. Le nom de Safouat Higazi, l'orateur controversé des Frères Musulmans, était sur toutes les affiches, pour un numéro en duo avec Mohamed Albeltagy, la vedette montante du Parti pour la Liberté et la Justice, élu député en 2005 et 2010.

Ce soir-là, un service d'ordre musclé filtrait les entrées. Les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Pas de mixité : les femmes étaient dirigées dès l'entrée vers un espace réservé, une sorte de long corridor séparé par une tenture en toile.

A peine avais-je franchi l'accès «hommes» qu'un *body-guard* imposant se précipita vers moi.

- «Les femmes, c'est à droite!», me lança-t-il d'une voix ferme.

- «Je suis journaliste et je viens de Paris», rétorquais-je du tac au tac.

- «Journaliste? Attendez, je vais vous faire accompagner.»

En un rien de temps, je me retrouvai encadrée par deux hommes, rasés de près et en costume-cravate façon «*Nation of Islam*», qui m'ont ouvert la voie à travers l'allée centrale avant de m'installer au premier rang. Les

«frères» soignent particulièrement leur image de marque, histoire de casser la mauvaise réputation qui colle aux islamistes. Et pour cause : avant la chute de Moubarak, les Frères Musulmans égyptiens figuraient encore parmi les organisations terroristes listées par le département d'État US, et certains de ses chefs étaient même en prison.

En me voyant arriver, Mohamed Albeltagy, du haut de la tribune, n'avait pu retenir un sourire complice. Nous nous étions en effet déjà rencontrés en mars, dans son cabinet médical de Manial El Roda, un quartier petit-bourgeois du Caire. J'avais d'ailleurs eu du mal à décrocher un rendez-vous. Il faut dire que, comme les mouvements long-temps interdits, les FM entretiennent une véritable culture du secret. Impossible par exemple de connaître le nombre de

leurs adhérents ou de leurs structures à travers le pays.

**A la conquête
de Hourgada**

**Pas fous les Frères,
juste pragmatiques...**

**Objectif : gagner
les législatives**

Réunir le camp islamiste

Réformer la société



"Pas fous les Frères mais pragmatiques : leur expérience de la répression depuis Nasser leur a appris les limites à ne pas dépasser !"

Finalement, j'avais dû me rendre directement à son cabinet pour le coincer! C'était quelques jours avant le 19 mars, jour de référendum sur la Constitution. La campagne battait son plein et les Frères faisaient campagne pour le «Oui». Pour convaincre l'électorat populaire, ils n'y étaient pas allés de main morte. Un tract, distribué à des millions d'exemplaires dans les mosquées - ainsi que par leur très efficace réseau de taxis et de commerçants - était censé frapper les esprits avec des arguments de choc. «Pour changer la Constitution cela prendrait trop de temps... Nous sommes à la croisée des chemins: la renaissance ou le chaos !», y lisait-on avec cet exemple loufoque: «Si vous êtes nus, allez- vous penser à la taille des vêtements que vous allez mettre ou bien vous dépêcher de couvrir votre nudité avec n'importe quels habits?». Avec une conclusion, un rien menaçante: «Oui! Car le Haut Conseil des Affaires islamiques, les scientifiques musulmans et l'armée, approuvent ces modifications. Le Conseil Suprême des Forces Armées le souhaite! Si le résultat du référendum est «Non», l'autorité peut opter pour une autre solution de pouvoir.». En clair : il faut s'engouffrer dans la brèche ouverte par la «Révolution du 25 janvier» et accepter la principale concession de l'armée: un régime parlementaire dans lequel les Frères Musulmans seront évidemment en bonne place car ils représentent la principale force d'opposition organisée du pays.

Pas fous les «frères», mais pragmatiques! Leur expérience de la répression depuis Nasser leur a appris les limites à ne pas dépasser! Tolérée en tant qu'association religieuse, la Confrérie s'est essentiellement investie dans le social depuis les années 70 -avec l'assentiment du président Anouar El Sadate qui voulait ainsi couper l'herbe sous les pieds des marxistes. Son activité s'est principalement déployée à travers tout un réseau d'organisations caritatives et professionnelles. Dont la puissante *Gam'iya chari'iya*, la plus grande association de bienfaisance, fondée au début du 20ème siècle et qui a longtemps encouragé la prédication d'un islam rigoriste. Forte de cet «État dans l'État» qui

comptait plus de deux millions de membres, quatre-cent cinquante filiales et six- mille mosquées, la Confrérie a investi les deux secteurs publics les plus dégradés: l'éducation et la santé. Multipliant ainsi ses hôpitaux, ses établissements scolaires, ses jardins d'enfants, ses soupes populaires... Sans



Les femmes assistent au meeting séparées des hommes.



oublier la formation des jeunes chômeurs et l'aide au mariage. Ce qui lui avait valu un nombre croissant d'adhérents et de sympathisants dans les milieux populaires et les classes moyennes urbaines, de plus en plus touchées par la crise.

Au fil du temps, les Frères Musulmans ont remporté une à une les élections syndicales, même si au Parlement ils ne pouvaient siéger que comme élus indépendants sans étiquette. Encore un paradoxe imposé par le régime. Cela ne les empêcha pas de rafler un cinquième des sièges de l'assemblée en 2005, et de devenir la première force d'opposition parlementaire.

Avec ce maillage de la société, et surtout la contestation révolutionnaire de janvier 2011 dont ils ont su tirer parti en fins tacticiens, les

«frères» se sont sentis pousser des ailes. Ils savaient pertinemment que le calendrier électoral les favoriserait par rapport aux autres formations politiques. Les mauvaises langues prétendent que la Confrérie religieuse avait dealé avec le CSFA. Elle était en effet la seule formation politique officiellement représentée, en la personne du constitutionnaliste Tarek El Bechri, dans le Conseil des sages chargé de la révision de la Constitution. Et semblait un contre-feu utile entre les mains du pouvoir militaire pour encadrer les mouvements démocratiques naissants!

"Fins tacticiens, les Frères Musulmans ont tiré parti de la contestation populaire de janvier 2011 et se sont senti pousser des ailes"

Retour donc sous le chapiteau d'Hourgada. Le meeting commença. À la tribune, un présentateur, rasé de près, faisait la réclame à l'américaine d'une voix radiophonique, ponctuant la fin de ses phrases par la gestuelle d'un Monsieur Loyal sur une piste de cirque. Minutieusement, il récapitulait le parcours singulier de Kheirat El Shater, le numéro 3 dans l'organigramme de la Confrérie, qui avait longuement été entendu par la délégation européenne en visite éclair au Caire en mars 2011. Cet idéologue réformiste, élu député en 2005 et perçu comme dangereux

par le pouvoir, avait été condamné en 2006, accusé fallacieusement de «blanchiment d'argent» et de «terrorisme» par un tribunal militaire expéditif. Il fut libéré le 3 mars, après la chute de Moubarak, sur ordre du CSFA. Kheirat El Shater, physiquement absent, apparut soudain

sur un écran géant tandis que l'assistance observait un silence quasi- religieux. Ce quinquagénaire au visage austère mangé par une barbe grisonnante est très populaire auprès des jeunes islamistes. Après un hommage rendu aux «martyrs de la révolution du 25 janvier» dont les portraits trônaient derrière la tribune, il annonça la création du nou- veau parti des Frères, le Parti pour la Liberté et la Justice. Un parti laïc dans lequel toutes les composantes de la société égyptienne seront représentées, y compris les Coptes et les femmes. Le ton se voulait rassurant... Fondu au noir.

«Jusque-là, rien à redire !», s'exclama mon voisin. Walid, un commerçant qui travaille principalement avec les hôtels touristiques de la ville, était venu pour s'informer. La sortie au grand jour des Frères Musulmans l'inquiétait. «Je n'ai pas envie de changer mon mode de vie ni d'être contraint de couvrir ma fille d'un voile», m'expliqua-t-il discrètement. Autour de nous, le public restait imperturbable, malgré l'excitation exagérée du présentateur qui, à peine le film fini, annonça l'orateur suivant dans une tirade théâtrale digne d'un show améri- cain : «Et voici le non moins célèèèèbre Docteur... Mohammmad Albeltaaaaguy !!!! ». La mine réjouie, ce dernier se leva et se lança aussitôt dans un discours populiste bien rodé. Rien n'y manquait : la récupération de la révolte populaire, la tirade fustigeant Moubarak et sa femme Suzanne, la dénonciation de la corruption et, bien sûr, la promesse de lendemains qui chantent... à condition, bien sûr, de voter pour le PLJ aux prochaines élections!

Des papiers furent aussitôt distribués à la demande. Place aux questions écrites, méthode classique des meetings unanimistes pour éviter que des contestataires ne monopolisent la parole ou ne détournent l'at- tention du public! Le présentateur se chargea de les lire et Mohamed Albeltagy d'y répondre :

- «La république islamique est-elle encore au programme de ce nou- veau parti?»

- «Non, le PLJ est un parti laïc qui s'inspire des valeurs coraniques !»

- «Quelle est la vision des Frères concernant le tourisme? Vont-ils imposer des nouvelles normes?»

- «Le tourisme est le fleuron économique de l'Égypte. Nous avons l'intention de le préserver et même de le développer! Est-il judicieux de transformer une belle poupée en un laideron répugnant? Bien sûr que non !»

- «Et les Coptes?»

- «Les Coptes sont d'abord des Égyptiens. Ils ont leur place à la direction du PLJ.»

Décidément, Mohamed Albeltagy avait l'art de la démagogie. Et en fin tacticien, il esquiva mes questions gênantes, notamment celles concernant la place des femmes à des postes politiques ou le port du voile. Lors de notre entretien, j'avais eu d'ailleurs du mal à le faire sortir de sa langue de bois. Il s'était lancé dans une longue tirade pour m'expliquer le bien-fondé de la position des «frères» concernant le référendum, arguant du fait qu'en s'obstinant à en demander trop, on risquait de mettre en péril la démocratie naissante.

- «Mais une démocratie ne peut pas naître à l'abri des mitraillettes?», avais-je fini par lui rétorquer en lui faisant remarquer que, dans son rapport avec le pouvoir, la Confrérie avait connu des phases répressives après chaque éclaircie.

- «Les temps ont changé», me répondit-il sans se décontenancer.

«Notre objectif n'est pas de prendre le pouvoir, juste de transformer la société.»

Justement, transformer la société par le bas, c'est ce qu'ils se sont appliqués à faire depuis des décennies. Et le résultat nous saute aux yeux dans les rues du Caire et même à l'université! Désormais, *hidjab* et *nikab* sont de rigueur! Certes, bariolés et colorés, déclinés sous différentes formes et longueurs, mais il n'en demeure pas moins que les femmes sont couvertes. Et gare aux musulmanes qui exposent encore leur chevelure aux regards. Quand elles ne sont pas prises pour des chrétiennes, elles font tout simplement l'objet d'un harcèlement sexuel incessant dû à l'énorme frustration des jeunes hommes. Sauf dans le métro où le compartiment réservé aux femmes est un anti pince-fesses efficace... à condition de pouvoir supporter le regard réprobateur des femmes en majorité voilées! Quant à l'université du Caire, seules les chrétiennes ne s'y couvrent pas. Le foulard, porté paradoxalement par des jeunes filles fardées à la Betty Boop et portant des jeans moulants, est de mise. Un vrai paradoxe : les Frères Musulmans n'ont fait qu'un score de 9% aux dernières élections universitaires,

mais leurs idées conservatrices et puritaines se sont généralisées dans toutes les strates de la société! D'où l'inquiétude croissante des Coptes qui y voient un signe d'intolérance menaçant leur liberté religieuse.

A Hourgada, le meeting se termina par une *stand-up ovation* des premiers



A la tribune, Mohamed Albeltagy et des représentants locaux.

J'étais perplexe. Le Dr Albeltagy se trompait : le lieutenant Yasser, chef de file des «officiers libres», m'avait en effet clairement affirmé

rangs. Derrière, la salle s'était en grande partie vidée avant même la fin. Assurément, le succès n'était pas au rendez-vous ! Ce qui n'avait pas empêché Mohamed Albeltagy, ravi, de me faire un signe de la main pour que je le suive. Je m'engouffrais derrière lui immédiatement. Il me restait en effet une question à lui poser, mais en aparté, loin de toute oreille indiscreète.

- «Alors Docteur, que pensez-vous de l'affaire Wael Aly?», lui demandais-je une fois seule avec lui.

- «Je suis convaincu qu'il a fait venir les officiers à Tahrir», me répondit-il avec un aplomb surprenant, s'empressant de détourner aussitôt la conversation face à mon étonnement.

- «Décidément, vous êtes diabolique !», reprit-il.

- «Non, tout simplement une journaliste consciencieuse».

- «Bravooo! On se reverra bientôt !», me lança-t-il avant de monter dans sa voiture pour rejoindre l'aéroport.

que ces derniers avaient décidé de venir à leur propre initiative! Le Dr Albeltagy vait-il été induit en erreur par Safouat Higazi qui avait fait preuve d'un acharnement particulier dans ce dossier ? Ce dernier avait en effet accablé Wael Aly lors de son audition par le juge d'instruction, l'accusant notamment d'être un sbire de l'ex-Parti National. Et moi qui croyais que les Frères Musulmans, dont le symbole est le Coran cerclé de deux sabres, étaient tenus par les valeurs religieuses qu'ils affirment défendre. Quelle naïveté! À l'évidence, les sabres de la basse politique avaient pris le dessus!

"La concurrence dans les milieux islamistes s'annonçait rude pour se rallier la rue lors des prochaines élections "

La duplicité de Mohamed Albeltagy n'avait rien à voir avec la civilité affichée de Adel Afifi, l'élue FM de la circonscription de Gizeh, au Caire. Je l'avais rencontré lors d'une conférence de presse de la Coordination de la Révolution, un comité censé représenter la société civile auprès du Premier ministre. Ce jour-là, il m'avait invité gentiment chez lui pour me présenter Mervat, sa sœur francophile. Rendez-vous fut pris pour le 7 avril. Adel Afifi habite Agouza, l'un des quartiers huppés de la capitale. Ici, les rues sont larges et propres, les immeubles ravalés. On est loin des trottoirs défoncés et des murs lépreux des quartiers populaires de *Down Town*, le vieux centre-ville du Caire. Son appartement est juste au-dessus du *show-room* de son entreprise de fabrication de sanitaires. Mervat m'avait accueilli, un grand sourire aux lèvres, et faite entrer dans un salon. Adel Afifi nous y avait rejointes, tandis que je jetais rapidement un œil autour de moi. Je me trouvais dans l'appartement type de la haute bourgeoisie égyptienne. Rien n'y manquait : les meubles de style victorien à l'apparence luxuriante, l'abondance des bibelots, les portraits de famille, les services à thé exposés dans des vitrines dorées... Bref, rien qui rappelle la culture arabo-musulmane, excepté un Coran en bonne place sur un guéridon. D'ailleurs, à y regarder de



près, mes hôtes étaient habillés à l'occidentale, façon british un rien désuet. Simple détail distinctif pour Mervat: un joli foulard griffé assorti à la couleur de ses vêtements. Adel Afifi fait partie de cette élite industrielle des Frères Musulmans.

Entré dans la Confrérie dès ses années lycée, il était très vite monté en grade, faisant d'abord ses preuves dans les campagnes électorales de 1984 et 1987, alors qu'il était encore étudiant. Ce qui lui permit de fréquenter les futurs leaders du «parti», comme Essam El 'Erian ou Mohamed El Odeibi. Mais son entrée véritable en politique furent ses victoires aux élections du syndicat des commerçants en 1992, puis de sa circonscription en 1996. Ce qui lui valut d'être nommé, depuis 1997, responsable du bureau politique de la Confrérie pour le gouvernorat de Gizeh, situé juste à la limite du Caire. Un succès couronné par sa désignation à la tête du groupe parlementaire des Frères en 2005. A 51 ans, Adel Afifi avait l'air d'un homme accompli, affichant toujours un sourire avenant et des convictions guidées par une foi profondément ancrée. D'emblée, il m'expliqua le programme du Parti pour la Liberté et la Justice, résumé dans le slogan «L'Islam est LA solution!».

- «Nous défendons une économie libérale, mais inspirée de nos valeurs morales. Celui qui travaille selon les principes de l'Islam le fait en toute conscience. Par exemple, pour régler le problème de la corruption des

fonctionnaires, il faut augmenter leur salaire pour qu'ils laissent tomber la pratique de la «commission.»

- «Et la pauvreté endémique?»

- «C'est une de nos priorités, avec la lutte contre l'illettrisme. Nous avons déjà tout un programme de développement de microprojets économiques pour les plus compétents, et d'action caritative pour les plus démunis.»

- «L'argent vient d'où?»

- «Nous avons de l'argent, car de riches entrepreneurs contribuent à alimenter nos fonds. En Islam, nous avons la *zakat*, un impôt qui nous oblige à donner chaque année 2,5% de notre épargne pour les nécessiteux. C'est une excellente façon de lutter contre la délinquance liée à la pauvreté!»

- «Oui mais si c'était le cas, il n'y aurait pas de pauvreté chez les Musulmans!»

- «Nous avons tout un travail d'éducation à faire, et ça prend du temps !», répondit-il en riant.

Comme si les travers de la nature humaine, et en particulier la cupidité, pouvaient s'éduquer! Adel Afifi est une figure emblématique des *inftahin*, ceux qui se sont engouffrés dans l'ouverture libérale à l'époque de Sadate. Des sortes de protestants américains, alliant le goût de l'argent et la bonne conscience charitable. Avec eux, plus question d'un «État islamique» mais d'un «État minimum», laissant une large place à l'initiative individuelle et au secteur privé dans tous les domaines. Une sorte de néolibéralisme dans lequel la religion trouve sa place dans la société, et très en phase avec la globalisation ultralibérale. Pas étonnant dès lors que les Frères musulmans égyptiens, mais aussi des autres contrées du monde y compris en Europe, aient les sympathies de l'administration US.

- «Alors vous êtes des réformistes, pas des révolutionnaires !»

- «Nous souhaitons avant tout que le *Majliss el askari* (le CSFA) remette le pouvoir aux civils et réintègre la caserne après les élections législatives et présidentielle. Mais nous sommes aussi conscients que l'ancien système est encore présent avec sa police. L'armée reste garante de la cohésion nationale.»

Adel Afifi est lucide. Pas question de remettre en cause le programme de transition décidé par la haute hiérarchie

militaire. Pas question non plus d'une assemblée constituante chargée d'une vraie refondation



Mohamed Albeltagy, en meeting à Hourgada.

couplet angélique concernant les libertés individuelles et publiques.

- «Dans l'Islam, il y a le culte et les règles sociales. Les Juifs et les

du système. Les Frères musulmans avaient renoncé à leur demande de révision de la Constitution... officiellement pour «aller plus vite» dans le processus de réforme. De plus, forts de leur assurance d'être la première force politique organisée du pays - y compris au sein de l'administration étatique - ils ne comptaient pas, à l'époque, présenter de candidat pour l'élection présidentielle. En 2005, ils avaient d'ailleurs soutenu la reconduction du président Moubarak, privilégiant une logique de tractation avec le régime. Une démocratie contrôlée à la turque leur irait comme un gant. Et comme leurs homologues à Istanbul, ils ont d'ailleurs promis de respecter les accords de l'Égypte avec Israël.

- «Nous voulons donner la chance aux autres partis d'être représentés», reprit Adel Afifi. «Nous ne souhaitons pas être en position de monopole ». A l'évidence, les FM avaient tiré les leçons de l'expérience algérienne. Un raz-de-marée islamiste risquerait en effet de faire peur à l'Occident. Même

Chrétiens sont libres de pratiquer leur culte. Vous êtes libres de faire ce que vous voulez dans votre espace privé. Les règles sociales s'appliquent à eux comme aux musulmans et à tout Égyptien !», poursuivait Afifi. Logique: dans toute démocratie, la loi s'applique à tous les citoyens. Sauf qu'en Égypte, on était au début d'un processus transitionnel -et non démocratique- qui laissait présager des tensions à venir sur les questions de libertés publiques. Comme les néoconservateurs américains, les FM sont hostiles à la pluralisation des modes de vie, considérée comme immorale, fustigeant le féminisme, l'homosexualité et toutes les pratiques sociales jugées par eux contraires aux bonnes mœurs.

La minorité copte, qui représente 10% des Égyptiens, manifestait d'ailleurs vivement son inquiétude, surtout après les violents affrontements - 9 morts et plus de 140 blessés - qui eurent lieu le 7 mai 2011 à Imbaba, un quartier populaire du Caire, entre Chrétiens, Musulmans... et les fameux *baltaguiya* (hommes de main) qui avaient incendié l'église de ce quartier. Une rumeur, genre légende urbaine, colportée par les milieux *salafi* s'était propagée comme une trainée de poudre sous forme de SMS. «Alerte: une copte convertie à l'Islam est retenue prisonnière, et entravée par des cordes, dans l'église d'Imbaba». Il n'en fallut pas plus pour échauffer les esprits et réveiller les vieilles tensions sociales, facilement manipulables. Dans les quartiers populaires en effet, les Chrétiens réussissent mieux que les autres (solidarité communautaire oblige !) et font bien des envieux. Question tolérance, les FM ont encore du travail sur la planche! En Égypte, près de la moitié des 84 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté, et près d'un quart de la population égyptienne est illettré.

Mais les «frères» ont toujours réponse à tout! «La meilleure façon de lutter contre l'obscurantisme, c'est l'éducation», m'affirmait Adel Afifi.

«Chez les *salafi*, il y a des gens proches de nous qui acceptent notre pensée politique et notre programme pour reconstruire le pays. Mais d'autres, proche du wahhabisme, nous trouvent laxistes. Ils souhaitent appliquer immédiatement les principes de l'Islam. C'est une hérésie! Il faut l'adhésion des gens et non par la contrainte par la

force!».

Ces «autres» justement, ces musulmans rigoristes très ancrés dans les quartiers populaires, venaient de créer le parti En-Nour pour aller aux élections. Et galvanisés par le résultat du référendum pour la Constitution -une partie des *salafi* avaient fait campagne avec les FM pour le «Oui»- leur chef de file, le *cheikh* Mohamed Hassan Yakoub,



compagnons du Prophète!

Mais «au pays des aveugles, le borgne est roi !». La concurrence dans les

du haut de son arrogance, avait fait une déclaration tonitruante à la télé: «Nous avons gagné la bataille des urnes. Ceux qui ne sont pas contents, qu'ils aillent vivre en Amérique !». Ce qui avait soulevé des protestations dans ses propres rangs. Des dissidents avaient en effet organisé une manifestation dès le lendemain devant la mosquée du *cheikh*... à Imbaba! Alors, schizophrènes, ces *salafi* contestataires? Pas forcément quand on sait qu'une partie d'entre eux sont des sortes de *quakers* musulmans, formant des petites communautés autour de certaines mosquées de leurs quartiers. Ils prônent un retour aux sources de l'Islam dans leurs comportements individuels sans toutefois cracher sur les outils de la modernité, téléphone mobile et internet en tête! Car l'intériorisation des standards occidentaux dans cette société égyptienne en pleine mutation a pour conséquence de renvoyer la norme islamique à l'espace public. Ce qui fait dire au *cheikh* Gamil 'Allam, un *ouléma* très respecté de l'institut islamique d'Al-Azhar, que les derniers *salafi* étaient... les

milieux islamistes s'annonçait donc rude pour se rallier la rue, lors des prochaines élections. Pour preuve, la confrérie soufie des *Azzamiyeen*

-un million d'adeptes !- se lança aussi dans la bataille électorale avec son propre parti politique... le Parti pour la libération de l'Égypte ! Objectif: barrer la route à la fois aux *salafi* et aux Frères musulmans! Car bien qu'ils s'en défendent, ces derniers n'ont pas toujours bonne presse. Dans les milieux huppés comme dans les quartiers pauvres, les

«frères» sont en effet souvent accusés de s'être enrichis sous l'ère hon- nie de Moubarak! Sans compter qu'avec la nouvelle ouverture politi- que, une véritable fronde «révolutionnaire» a vu le jour au sein même de la Confrérie. La vieille garde conservatrice a en effet sérieusement été bousculée par une jeunesse connectée sur la modernité, exigeante de démocratie... au nom du Coran! Les contestataires ont fait scission et créé un mouvement, *El Wassat*, premier parti autorisé par le CSFA après la chute de Moubarak. Il faut dire que l'ébauche de programme annoncé il y a quatre ans en avait échaudé plus d'un. Le texte proposait en effet un comité religieux suprême, présidant comme en Iran aux destinées du pays, et interdisant aux femmes et aux Coptes d'être can- didats à la présidence de la République. Depuis, les FM ont révisé leur copie!

Mais le coup le plus rude fut asséné par le docteur Abdelmoneim Aboulfotouh, le patron de la toute puissante Union arabe médicale

-plus de quatre cent mille membres à travers le monde arabo-musul- man sauf en Arabie Saoudite- et fondateur du 2ème bureau politique de la Confrérie lors de sa reconstitution en 1969. Connu particulièrement pour ses idées réformistes, et son ouverture en faveur des femmes et de la minorité chrétienne, cet homme sophistiqué et cultivé proche de la soixantaine, se déclara candidat à l'élection présidentielle. Et ce, contre l'avis de ses pairs qui annoncèrent publiquement que la Confrérie ne le soutiendra pas. En mars 2011, le docteur Aboulfotouh et plusieurs autres personnalités réformatrices affichèrent même leur intention de créer leur propre parti, *Ennahdha* (la

Renaissance), reprenant ainsi le nom emblématique du mouvement de renaissance arabe moderne, à la fois politique, culturel et religieux de la fin du 19ème siècle. «Le CSFA doit veiller à ce que le processus révolutionnaire soit mené jusqu'au bout», m'expliquait-il lors de notre rencontre à la Maison de la Sagesse, siège de l'Union arabe médicale et du Syndicat égyptien des médecins.

«À la différence du coup d'État de 1952 qui a destitué le roi Farouk, le



Stand-up en fin de meeting : le public d'Hourgada n'avait pas l'air convaincu !

peuple a fait la révolution et l'armée est intervenue pour la préserver», m'expliqua-t-il avec conviction.

Peut-être! Mais au lendemain du référendum sur la Constitution les Égyptiens s'étaient réveillés avec la gueule de bois. Finie l'euphorie démocratique! Le «Oui» massif (77% des 20 millions d'électeurs) au lifting constitutionnel avait entériné la fin de la «révolution du 25 jan- vier» et confirmé le rôle de premier plan des Frères Musulmans sur la scène politique égyptienne. Certes, leur tâche ne sera pas facile pour autant. Car les Frères Musulmans, attendus au tournant par les cou- rants islamistes radicaux, mais aussi

par le pôle démocratique naissant, essuieront certainement les plâtres de cette transition politique dont le chef d'orchestre est, quoi qu'on en dise, ... le Conseil Suprême des Forces Armées!



Liberté pour les prisonniers politiques !

Depuis la première dispersion par l'armée, le 26 février 2011, des manifestants de la place Tahrir, des milliers de personnes ont été arrêtées. Au moins 12 000 civils ont été poursuivis par la justice militaire, dont 43 mineurs. Beaucoup attendent d'être rejugés devant la cour d'appel tandis que d'autres sont trop pauvres pour payer cette procédure ou ignorent tout simplement leurs droits...

Le choc fut terrible: Wael Aly, le principal leader du Conseil de la Commune de Tahrir, avait donc été jeté en prison. Les média

«aux ordres» le dénigraient même sans cesse, matraquant la légende fabriquée par la police politique, destinée évidemment à l'isoler de tout soutien.

Pourquoi lui? Wael Aly n'a pas été choisi par hasard. Le 9 mars, déjà repéré, il avait échappé à une première arrestation. A 40 ans, Wael est en effet une sorte de prototype révolutionnaire du monde arabe. Issu d'une famille modeste, ce self-manager au niveau d'études supérieur est un indépendant, sans aucune ambition politique. Son caractère jovial et sa patience à toute épreuve attiraient la sympathie de tous ces jeunes des classes populaires en mal de repères. En démocrate horizontaliste, il savait les écouter et répondre à leurs demandes tout en les incitant à réfléchir pour donner un sens à leurs actions. Sans oublier sa capacité d'organisation logistique due à son expérience dans le secteur touristique.

Pas étonnant donc qu'il soit devenu la cible du CSFA, décidé à reprendre par tous les moyens le contrôle de la rue et à tuer dans l'œuf toute contestation du régime. Arrêté le 13 avril, juste après une conférence de presse où il annonçait sa reddition, Wael a été jugé une première fois et acquitté le 11 mai par le tribunal militaire. Mais son calvaire continue. Maintenu en détention, il a été à nouveau inculpé dans le cadre d'une procédure criminelle fabriquée de toutes pièces à l'aide de faux témoignages et de rapports accablants ficelés par... la police politique! Ouvert le 24 octobre 2011 devant la cour criminelle du Caire, après une instruction «à charge» qui a duré des mois, son procès a trainé, reporté d'audiences en audiences... Une façon pernicieuse de prolonger sa détention dont la durée sera certainement confirmée, à posteriori, par un jugement inique. Il risque en effet une lourde peine de prison. Le juge Adel Abdelsalam Gom'a, habituellement désigné pour les procès politiques, préside le tribunal... Sa réputation de «tueur» laisse augurer le pire, car Wael ne bénéficie d'aucun réseau politique pour le soutenir. Seule la fondation «Al Karama for human rights», une ONG suisse de défense des droits humains -en particulier dans le monde arabe- a alerté le Comité des droits de l'homme de l'ONU sur son cas, le mettant ainsi sous protection internationale.

**Les Salafi manifestent
devant le Ministère
de la Défense**



**Les familles de prisonniers
les rejoignent**



**Une justice militaire
expéditive pour des civils !**



Libérez les prisonniers!



"Les milieux salafi ont été particulièrement frappés par la répression durant les années Moubarak"

En première ligne du combat pour la libération des prisonniers politiques, les *salafi* organisaient le 30 avril 2011 une manifestation devant le ministère de la Défense. Les milieux islamistes ont en effet été particulièrement frappés par la répression durant ces trente dernières années.

M. Al Zumer, le plus ancien détenu politique égyptien, est un des leurs. Cet ingénieur agronome, âgé de 41 ans lors de son arrestation en 1981, est en prison depuis plus de 30 ans. Il avait été condamné en 1982, par la Cour de sûreté de l'État, à 15 ans de prison pour sa présumée implication dans le meurtre du président Anouar Al Sadate. Quelques mois plus tard, il était à nouveau jugé pour les mêmes faits, cette fois par un tribunal militaire au Caire qui le condamnait à sept autres années de prison. Les deux peines furent cumulées. En octobre 2003, l'emprisonnement de M. Al Zumer devait toucher à sa fin, vingt-deux ans après sa condamnation. Les autorités égyptiennes ont cependant refusé de le libérer, brandissant une décision administrative prolongeant sa détention...



Les salafi manifestaient seuls pour la libération des détenus politiques.





Les islamistes sont marginalisés et leurs détenus oubliés de tous.

"Les fourgons déversaient leur cargaison de prisonniers qui étaient vite conduits, enchaînés, à la salle d'audience"

Juste après l'arrestation de Wael Aly, je m'étais rendue à Sin 28, devant le tribunal militaire situé à la limite du Caire, avec un comité de soutien improvisé. Wael devait y être entendu par le procureur et ses amis s'étaient spontanément proposés de témoigner en sa faveur. Devant le mur de cette zone militaire, de pauvres gens attendaient de voir passer leurs fils qui devaient y être jugés. La plupart étaient livrés à eux-mêmes, sans même un avocat pour assurer leur défense. Les fourgons déversaient leur cargaison de prisonniers qui étaient très vite conduits, enchaînés, à la salle d'audience. Certains relevaient leur tee-shirt pour montrer leurs dos bleuis par les coups de matraques électriques... Réflexe ultime pour dénoncer la torture dont ils ont fait l'objet. Seules les familles, et de rares avocats souvent désignés d'office, pouvaient accéder au tribunal, les procès se déroulant à huis-clos. Les condamnations pleuvaient...

Liberté pour les prisonniers politiques !





Sur toutes les pancartes : "Amnistie générale !"



La mère de Walid, le jeune sourd-muet arrêté le 9 mars et condamné à 3 ans de prison . Cheikh Maher, un sage respecté par tous les jeunes de la place Tahrir.





Devant le ministère de la Défense, cheikh Maher et la mère de Wael interpellent un officier.



Comme un défi, les doigts pointés vers le Ciel : "Allah akbar !"

"Des milliers d'Égyptiens, accusés par le pouvoir d'être des "voyous de la révolution", ont été condamnés par des tribunaux militaires"

Amr El Beheiry faisait partie de ces prisonniers jugés en urgence par le tribunal militaire en mars 2011. Il avait été arrêté le 26 février, durant la première dispersion des manifestants par l'armée, place Tahrir. Lors de son procès, il n'avait pas pu choisir son avocat. En l'espace de quelques minutes, il avait été condamné à une peine de 5 ans de prison, pour avoir enfreint le couvre-feu et prétendument agressé un militaire. Présenté à l'époque comme un voyou par la télévision et les journaux gouvernementaux, ce chauffeur originaire du delta du Nil a été frappé, insulté, humilié et incarcéré à la prison de Wadi El Guedid, dans le sud-ouest du pays, à quelques 700 kilomètres de sa ville natale. Il a ensuite été transféré à la prison de Wadi Natroun, où il a été détenu avec des prisonniers de droit commun, des voleurs et des trafiquants de drogue. Une vraie torture psychologique! L'Égypte figure d'ailleurs en bonne place dans le classement d'Amnesty International pour la pratique courante de la torture et ses conditions de détention inhumaines et dégradantes.

Finalement, en février 2012, Amr El Beheiry a été remis en liberté. Sa peine a été réduite par le tribunal militaire lors d'un nouveau procès le 15 février 2012. Innocenté du chef d'agression, sa condamnation initiale a été ramenée à une peine de six mois de prison assortie d'une amende de 50 livres égyptiennes (6 euros). Amr El Baheiry a donc passé près d'une année en prison simplement pour avoir enfreint le couvre-feu! Il est sorti psychologiquement épuisé par sa détention, a perdu son travail et sa vie a été brisée, simplement parce qu'il avait espéré un changement politique.

Comme lui, des milliers d'Égyptiens, accusés par le pouvoir d'être des

«voyous de la révolution» ont été condamnés par des tribunaux militaires. Beaucoup attendent d'être rejugés après avoir interjeté appel de leur condamnation, tandis que d'autres sont trop pauvres pour payer cette procédure ou ignorent tout simplement leurs droits.

En septembre 2011, les autorités militaires ont finalement reconnu que depuis le mois de janvier, quelque 12000 personnes avaient été poursuivies ou avaient comparu devant la justice militaire. Si beaucoup ont été libérées depuis, des milliers demeurent emprisonnées à l'issue de procès iniques. En janvier 2012, le Conseil Suprême des Forces Armées



Wael Aly a été jeté en prison pour servir d'exemple dissuasif.

a annoncé qu'il allait gracier 1959 personnes condamnées par la justice militaire. On ignore à ce jour combien ont été effectivement libérées. Parmi les graciés figure Michael Nabil, un jeune blogueur de 25 ans, emprisonné sur décision d'un tribunal militaire pour «insulte contre l'armée et diffusion de fausses nouvelles sur les forces armées». Il avait accusé, sur son blog très visité, le Conseil Suprême des Forces Armées de tenter de mater le soulèvement contre Moubarak. Sa peine avait été commuée de trois à deux ans de réclusion en décembre 2011, à la suite de l'émotion suscitée dans le monde par son cas. Interpellé en mars 2011 à son domicile, il avait entamé en août une grève de la faim pour protester contre sa condamnation et celle d'autres jeunes. Elle fut interrompue au bout de soixante jours par son transfert à l'hôpital psychiatrique de Abbasia, au Caire, connu pour abriter des fous dangereux ainsi que pour ses traitements aux électrochocs. Encore une pratique d'un autre âge, sans doute héritée de la coopération avec l'Union soviétique sous Nasser!



La manifestation commence par une prière pour les prisonniers.

"Aucun parti ni même organisation politique importante ne s'était joint à cette manifestation"

Le 6 mai 2011, les comités populaires organisèrent donc une manifestation, place Tahrir, pour demander la libération de tous les prisonniers politiques. Ce qui m'avait frappé le plus, c'est qu'aucun parti ni même organisation politique importante ne s'était joint à cet appel. Le petit peuple était livré à lui-même. Bien sûr, quelques rares personnalités tel Georges Ishak, le fondateur du mouvement *Kifaya* (Ça suffit!)*, étaient venu saluer les manifestants. Mais sans plus.... Membre actif de l'Association Égyptienne pour le Changement -qui soutenait la candidature de Mohamed El Baradei pour la présidentielle- il a été nommé au très officiel Conseil National des Droits de l'Homme, un organisme d'État créé en 2003 pour assurer la promotion et le respect des droits de l'homme. Une sorte d'institution faisant office de «tampon» entre les plaignants et les autorités, dont le principal «fait d'arme» est la production de rapports sur les atteintes aux droits humains, notamment depuis le 25 janvier 2011...



Ce mouvement politique a été créé en juillet 2004 au Caire, par des militants de diverses tendances laïques, étudiantines ou ouvrières, d'anciens activistes des années 1970 ou même de nassériens, transcendant les clivages politiques. Opposé au régime de Moubarak, Kifaya s'est fait connaître du grand public lors d'une manifestation dans les rues de la capitale le 12 décembre 2004, appelant à une large réforme démocratique du système politique égyptien.



Des étudiants occupent la tribune.

Sur les panneaux : «Liberté pour Wael Abouleil et Tarek Soleiman».



Témoignage d'une mère de détenu.





La bataille de Tahrir

Tel un ultime défi au Conseil Suprême des Forces Armées, les Égyptiens, toutes catégories confondues, investissaient à nouveau la place Tahrir, comme au plus fort des journées révolutionnaires de janvier 2011. En ligne de mire, le très ombrageux maréchal Mohamed Hussein Tantaoui...

Le 8 juillet 2011, la place Tahrir était à nouveau investie par des centaines de milliers de manifestants.

La ténacité des comités populaires, qui avaient continué à occuper la rue depuis février malgré la dure répression dont ils faisaient régulièrement l'objet, avait porté ses fruits. Cette fois, les mouvements politiques qui avaient appelé aux manifestations de janvier -le Mouvement des Jeunes du 6 avril, *Kifaya*, les socialistes, communistes, démocrates chrétiens et autres groupes issus de la société civile- avaient rejoint les classes populaires pour réaffirmer haut et fort les «demandes de la révolution» et leur volonté de changer de régime. Au cœur des revendications: le report des élections législatives prévues à l'automne, afin de permettre aux nouveaux partis et aux anciens fortement réprimés sous Moubarak -ceux de gauche, du centre ou de la droite libérale, laïcs- de s'organiser face aux Frères Musulmans qui avaient déjà une longueur d'avance.

Mais surtout la démission du maréchal Tantaoui et le passage rapide à un pouvoir civil. Ce jour-là, plusieurs estrades avaient été dressées autour de la place, reflet de la diversité des opinions mais aussi d'une certaine division. L'ambiance était grave, la colère pouvait se lire sur les visages. Le célèbre slogan «Le peuple exige la fin du régime!» était de retour, scandé dans une clameur assourdissante, poings levés. Et pour cause: une fois l'euphorie révolutionnaire retombée après le référendum sur la révision de la Constitution, les Égyptiens avaient fini par réaliser que le Conseil Suprême des Forces Armées escomptait bien tenir le pays d'une main de fer.

Bien sûr, dans un premier temps, ils avaient joué le jeu, et concédé de laisser le nouveau pouvoir organiser la transition démocratique. Mais la démocratie n'était toujours pas au rendez-vous! Bien au contraire: la répression brutale qui s'abattit sur les contestataires depuis la nuit du 9 avril en avait choqué plus d'un. Le 28 juin, notamment, une manifestation massive de familles de martyrs avait été sauvagement réprimée par la police qui, galvanisée par son impunité, avait repris ses vieilles habitudes. Face aux caméras de télévision, les policiers avaient lancé des pierres sur les manifestants, les avaient matraqués et, dans un ballet incroyable, avaient avancé en dansant vers eux en dansant, brandissant même des épées.

Saisi, le Conseil National des Droits de l'Homme a fait porter la responsabilité de la violence aux deux camps. Les manifestants, lit-on dans son rapport, avaient lancé des cocktails Molotov tandis que la police avait

**Les criminels
doivent payer
!**

**Le pôle progressiste
mobilise ses troupes**

**Ahmed
Maher, figure
emblématique
du mouvement des Jeunes
du 6 avril**

Occupation !

**Les Frères Musulmans
reprennent la place**

**Ce n'est que
partie remise !**



"Des chargements de pierre avaient été amenés par camions pour être jetés par des jeunes gens portant des T-shirts identiques"

riposté avec des gaz lacrymogènes. La commission d'enquête relevait toutefois un fait étrange: des chargements de pierres avaient été amenés par camions ce 28 juin, pour être jetés par des jeunes gens portant des T-shirts identiques. Une vieille technique de répression déguisée, mainte fois utilisée place Tahrir pour effrayer les manifestants! Plus de mille cent civils, policiers et militaires avaient été blessés. Pour calmer le jeu, le CSFA avait créé un fond de 12 millions de livres égyptiennes destiné à indemniser les familles des personnes tuées depuis janvier. Mais pour ce qui est de la responsabilité... seul un policier avait été jugé par contumace!

Bref, la farce n'avait que trop duré! Certes, les Égyptiens avaient arraché la démission du Premier ministre, le général Ahmed Shafik, mais son remplaçant, Essam Sharaf, semblait avoir les pieds et poings liés. La situation politique était bloquée, les réformes maintes fois promises tardaient à venir... et de surcroît, le maréchal Tantaoui devenait omniprésent dans les médias, voire même menaçant!





«Repose en paix, cher martyr»

"Pour la première fois des slogans fusèrent contre le maréchal Tantaoui et le Conseil Suprême des Forces Armées"

La place Tahrir était donc à nouveau noire de monde. Devant l'inertie des autorités égyptiennes, la contestation était montée d'un cran. Le climat était délétère, Moubarak n'avait toujours pas été jugé et une rumeur persistante affirmait que Tantaoui attendait la mort de ce dernier, espérant ainsi que ce serait suffisant pour calmer les Égyptiens. Les rumeurs les plus folles circulaient aussi sur la place. Une en particulier, selon laquelle des groupes de jeunes allaient tenter de fermer le Canal de Suez à moins que les criminels, responsables des morts de janvier et février, ne soient traduits en justice. Bref, cette fois, la foule demandait des comptes. D'énormes banderoles réclamaient la tête du président déchu et des corrompus du régime... sans délais! Pour la première fois des slogans fusèrent contre le maréchal Tantaoui et le Conseil Suprême des Forces Armées...



La jeunesse populaire, mais aussi les classes moyennes, s'était particulièrement mobilisées pour cette manifestation.



"L'armée détient des pans entiers de l'économie égyptienne, avec des entreprises gérées par des généraux à la retraite"

Les partis et groupes progressistes avaient décidé de faire les choses en grand. Une énorme estrade avait été dressée devant l'esplanade du *Mougamaa Tahrir*, l'imposant centre administratif qui jouxte la place. Les uns après les autres, syndicalistes et personnalités politiques, connus comme opposants de longue date, se succédèrent à la tribune. Elles dénonçaient fermement la mainmise des «forces occultes de la contre-révolution» et autres corrompus du régime qui s'accrochent à leurs privilèges, à l'ombre de l'oligarchie militaire. L'armée détient en effet des pans entiers de l'économie égyptienne. Un véritable empire avec des entreprises gérées par des généraux à la retraite. La machine est bien rodée: l'eau, l'huile d'olive, le lait et le pain, le ciment, mais aussi la construction (bâtiments, routes et aéroports), les complexes hôteliers touristiques, l'industrie pétrolière et les communications sont entre leurs mains. De quoi alimenter la colère de la majorité des égyptiens qui subissent de plein fouet une paupérisation vertigineuse!

La foule, enthousiasmée par la fermeté des discours dénonciateurs, acclama donc les tribuns avant de faire une véritable ovation aux artistes qui prirent leur place, reprenant en cœur les chants de la «révolution égyptienne».



Tribune de la Coalition des jeunes de la révolution : un syndicaliste parlant des luttes des travailleurs.





Les artistes entonnent les chants de la révolution, repris en cœur par la foule.
A côté de la photo d'un martyr, le fameux slogan de la révolution : « Le peuple exige le renversement du régime »



Partout sur la place, les photos des martyrs rappelaient le sang versé.





Les femmes s'étaient particulièrement mobilisées pour la justice sociale.



Devant la tribune principale, des poings levés et des visages en colère.





Cette fois, les Égyptiens exprimaient leur colère contre le pouvoir militaire.



"Une multitude de jeunes venait butiner les conseils d'Ahmed Maher, leader charismatique du Mouvement des jeunes du 6 avril"

Dans cette foule dense, j'avais eu du mal à trouver Ahmed Maher, l'un des fondateurs, avec Isra Abdel Fatah et Mohamed Adel, du Mouvement des Jeunes du 6 avril. J'avais fini par le dénicher en fin d'après-midi, dans un café de la place. Tels des essaims d'abeilles, une multitude de jeunes venaient butiner ses conseils. Et devant le flux de cet interminable défilé, j'avais dû battre en retraite. Rendez-vous fut pris pour le lendemain soir, dans un endroit plus calme de Zamalek, un quartier branché de la capitale. Ce jeune trentenaire à l'allure joviale avait plutôt l'allure d'un indépendant, bien dans ses baskets. Rien à voir avec les militants-missionnaires de la gauche du monde arabe dont la langue de bois avait fini par rigidifier la pensée. Ponctuant par moments son récit d'éclats de rire, Ahmed Maher me raconta son engagement politique singulier :

«Je ne suis ni communiste, ni libéral, plutôt social-démocrate. Je terminais mes études d'ingénieur quand j'ai rejoint le mouvement Kifaya, dès sa création le 12 décembre 2004. A l'époque, on manifestait tous les mercredis et on était systématiquement arrêtés. Après les élections de 2005, j'ai été emprisonné à Tora durant 2 mois. J'étais à l'isolement, une vraie torture psychologique ! A ma sortie, on a continué à activer avec des blogueurs comme Wael Abbas. On écrivait sur la situation sociale. Alors, en 2006, quand les grèves de Mahala el Kubra (site industriel de filatures situé dans le delta du Nil, ndla) ont commencé, on s'est solidarisé avec les travailleurs et on a créé Ettadamoun (Solidarité) sur le modèle du mouvement polonais Solidarnosc. On manifestait avec les grévistes et on leur expliquait que tous leurs problèmes venaient du régime. On devait faire le lien entre la question sociale et la politique. Début 2008, les leaders syndicaux ont lancé un appel pour que les ouvriers de Mahalla occupent leurs usines le 6 avril. Alors, le 22 mars, on a décidé de propager cet appel en créant un groupe sur Facebook. On voulait organiser une grève générale en Égypte ce jour-là, en soutien aux grévistes des filatures mais aussi pour protester contre la flambée des prix. On voulait que tout le monde reste chez soi, durant une journée. Beaucoup de groupes ont

supporté cette idée, et on a été rejoint par 70 000 internautes. Chaque jour, plus de 5000 messages arrivaient sur notre page.

Le 6 avril, la population de Mahalla est sortie dans la rue et a sauvagement été réprimée. Les forces de l'ordre se sont déployées et ont tiré sur les manifestants. Il y a eu des morts. J'ai ensuite été arrêté au volant de ma voiture, sur la route d'Alexandrie. J'ai eu droit à deux jours de torture: cinq heures de coups suivies de deux heures d'interrogatoire. Ils ont essayé de dealer avec moi mais je n'ai pas cédé. Je suis sorti au bout de trois jours, le 7 mai 2008. Mes amis blogueurs m'ont emmené à l'hôpital et ont organisé une conférence de presse. A l'époque, on était très médiatisé.

On a créé le Mouvement des Jeunes du 6 avril, en mémoire de cette journée, et on a commencé à manifester. On était inspiré par les mouvements non violents, pour créer quelque chose de nouveau. On a organisé des flash- mobs. La première à Alexandrie, le 25 juillet 2008. Le groupe a été arrêté. Ils ont pris mon frère et l'ont torturé pour faire pression sur moi. Alors je me suis rendu. Je suis resté trois semaines en prison. Ils nous relâchaient parce que nous étions jeunes et sans passé politique.

A ma sortie, on s'est mieux organisé. On programmat des événements tous les mois. On avait créé deux groupes : Les « mobs » et les « commandos » pour les graffitis sur les murs. Toutes les semaines on avait quelqu'un en prison. D'autres groupes se sont créés sur le même modèle. Le 25 janvier était une date symbolique pour nous: celle de la journée contre la police.

Quand l'affaire Khaled Said est survenue, on a créé la page « Mon nom est Khaled Said » sur Facebook. On a appelé à une manifestation devant le ministère de l'Intérieur. Dix mille personnes sont venues. On a ensuite été surpris de trouver une page « Nous sommes tous Khaled Said », très différente de la nôtre, sans politique, avec des fleurs. Elle était visitée par des milliers d'internautes.

J'ai reçu un e-mail du créateur de cette page. En juillet et août 2010 on a coopéré, sans se rencontrer. C'est ainsi qu'est née l'idée d'organiser une manifestation sur la place Tahrir le 25 janvier 2011. J'ai rencontré Wael Ghoneim, le 17 janvier 2011, lors d'une conférence au Qatar sur les réseaux sociaux. Je le connaissais seulement de nom, car depuis 2008 il s'occupait de la communication du groupe constitué autour d'El Baradei. J'étais assis à proximité de lui et, en répondant à un chat de « Nous sommes tous Khaled Said », Isra qui était entre nous s'est rendu compte que moi et Wael étions en train de communiquer. « Nous sommes tous Khaled Said », c'était lui !

Mon unique regret ? C'est d'avoir commis l'erreur d'avoir quitté la place Tahrir après la chute de Moubarak. Nous sommes restés quelques jours,

mais nous avons ensuite accepté de discuter avec le CSFA. Les gens médiatisés étaient allés discuter. Seuls des nouveaux groupes sont restés, des inorganisés que nous ne connaissions pas. Ils ne nous connaissaient pas non plus. Mais je pense qu'ils avaient raison de continuer. Le temps leur a donné raison: l'armée s'est jouée de nous. Quand nous sommes retournés sur Tahrir en juillet, le CSFA a lancé un mandat d'arrêt contre nous le 25 juillet 2011. Et ils nous ont noyés avec les FM. Le groupe des artistes, les blogueurs et nous, sommes maintenant considérés comme dans l'illégalité. Nous refusons le calendrier du CSFA. Il nous a baladé. Et la sécurité militaire mène depuis des mois une campagne de dénigrement contre nous et les ONG de défense des droits humains. Ils savent que nous avons précipité la chute de Moubarak, alors ils nous accusent maintenant d'agir pour des intérêts étrangers. Un classique! Ils ont même créé un nouveau groupe avec notre nom qui défend les positions du CSFA. Le faux Mouvement du 6 avril a aussi une page Facebook. En 2009, ils avaient fait la même chose pour semer la confusion.

Mais nous ne baissons pas les bras. Pour les élections, par exemple, nous allons publier liste par liste le nom des corrompus. Les temps sont difficiles : à l'époque de Moubarak, on organisait des flash-mobs et les gens étaient fiers de nous. Aujourd'hui, on peut faire ce qu'on veut dans la rue mais les gens nous rejettent. Sans doute un réflexe de peur!»



"Nous n'en pouvons plus du Conseil militaire qui utilise les mêmes méthodes que Moubarak !"

Un mot d'ordre avait circulé très vite sur la place. Cette fois, pas question de se disperser sagement après la manifestation. Il fallait réoccuper la place... et y rester! Effectivement, abrités par une énorme bâche blanche dressée au-dessus du terre-plein central, les groupuscules de la révolution avaient installé leurs tentes individuelles avec des petits tapis et des chaises en plastique posés sur la poussière. Ils débattaient du nassérisme, de la laïcité, des libertés individuelles et de l'avenir incertain. «Les procès des coupables tardent à venir. L'état d'insécurité est toujours là, comme s'il y avait une volonté de tout laisser pourrir pour nous punir!», s'insurgeait une mère de famille inquiète. Non loin de là, en effet, à l'hôpital *Qasr el-Aini* desservant un petit secteur proche de Tahrir, le registre des urgences montrait que quotidiennement, en moyenne 30 hommes et femmes arrivaient avec des blessures par balles ou par arme blanche. Avec un pic d'une cinquantaine de blessés durant les week-ends, les jeudis et vendredis. «Nous n'en pouvons plus du Conseil Militaire qui utilise les mêmes méthodes que Moubarak», me confiait Fathy, un étudiant vétérinaire de 26 ans, alors que nous nous asseyions sous la chaleur de l'été. La Commune de Tahrir reprenait vie!



Cette fois, pas question de quitter la place Tahrir...





Et tandis que les uns animaient des discussions politiques...



...d'autres s'étaient déjà installés pour l'occupation.



"Tout avait été mis en œuvre par le Parti pour la Liberté et la justice pour que cette journée soit couronnée de succès"

Changement de décor ! Le 29 juillet 2011, à la veille du mois de *Ramadan*, les Frères Musulmans et les *Salafi* investissaient à leur tour la place Tahrir. Tout avait été mis en œuvre pour que cette journée soit couronnée de succès, jusque dans le moindre détail. Une énorme estrade aux couleurs du Parti pour la Liberté et la Justice trônait en bonne place, une sono puissante diffusait en continu des chants partisans entre les discours, un service d'ordre imposant veillait au bon déroulement du programme, l'accès de la place était rigoureusement filtré par des jeunes du parti et des brigades mobiles distribuaient des bouteilles d'eau aux manifestants... Sans oublier, bien sûr, deux tribunes presse placées à des endroits stratégiques, afin que les télévisions du monde entier ne ratent pas une minute de ce *show* spectaculaire estampillé «Journée de la volonté populaire»... Volonté que les Frères entendaient évidemment incarner!

J'avais réussi à me faufiler à travers les mailles serrées d'impressionnants *bodyguards* pour me planter sur les marches de l'escalier donnant accès à la tribune principale. J'avais une vue imprenable sur la place... et sur la scène! En présentateur vedette, Mohamed Albeltagy, casquette américaine vissée sur la tête et tenue décontractée -il venait de rentrer d'une tournée aux USA- présentait énergiquement ses invités à la foule avant leur *speech*. L'ovation déclenchée par ses envolées lyriques le transportait de joie. Il semblait au sommet de son triomphe et affichait un sourire radieux qui le rendait sympathique. «Laisse-la monter!», lança-t-il à un garde idiot qui me barrait la route malgré mes protestations. Je pus donc enfin grimper sur la scène. Le spectacle touchait à sa fin et j'en profitais pour interviewer une des éminences grises de la Confrérie des Frères Musulmans, Salah Sultan, professeur de droit à l'Université du Caire. Après un exil forcé aux Etats-Unis où il enseignait dans une université islamique, il était rentré précipitamment au Caire après les journées de janvier.

- «Le peuple égyptien veut maintenant vivre sa religion dans toutes les dimensions de la vie sociale et politique», m'expliqua-t-il d'emblée.
- «Vous souhaitez l'application de la *Chariaa* (la loi islamique, *ndla*)?»
- «La loi islamique c'est la justice et le respect des droits de chaque personne, quelle que soit sa religion ou son statut. Il est temps que les

Occidentaux reconnaissent cette réalité, respectent nos choix et cessent de s'ingérer dans nos affaires. Nous sommes un peuple mature!»

- «Vous attendez quoi du Conseil Suprême des Forces Armées?»

-«Le CSFA doit cesser de jouer la montre et organiser au plus tôt les élections législatives suivies des présidentielles. Il doit céder la place à un pouvoir civil!»

En contrebas de la tribune, des jeunes *salafi* venus en nombre soulevaient à bout de bras, en scandant des slogans, une longue banderole aux couleurs du drapeau égyptien barrée d'une inscription en grosses lettres

«L'Égypte n'est pas encore communiste mais toujours islamique!». Un véritable rappel en direction des progressistes, mais aussi des Frères Musulmans jugés trop mous par leurs concurrents radicaux! Et comme pour marquer leur détermination, des dizaines de pancartes réclamant un Etat islamique étaient aussi brandies au-dessus de la foule... Bref, cette «Journée de la volonté populaire» s'était transformée, par un tour de passe-passe réalisé d'une main de maître, en «Vendredi de la réaction»!

Les Salafi arrivaient en cortège sur la place.





«La Chari'a (le droit islamique) au prix de notre sang» La tribune des Salafi, accolée à un camion sono.



Les leaders islamistes de toutes tendances défilaient sur la tribune des Frères Musulmans.





Sur la tribune des Frères Musulmans, cette inscription : « Vendredi de la volonté populaire » Particulièrement galvanisés, les manifestants salafi brandissaient des



...et des pancartes réclamant une république islamique.





La ferveur religieuse des salafi donnait une atmosphère particulière à cette manifestation.

«Il n'y a pas mieux que le jugement de Dieu pour ceux dont la foi est ferme !»



Banderoles et pancartes réaffirmant l'identité islamique de l'Egypte.

«L'Egypte est encore islamique et non pas communiste»



"Les Frères Musulmans savouraient leur triomphe : ils avaient réussi à noyer la Coalition des Jeunes de la Révolution et les autres organisations du pôle laïc"

Tandis que les Frères Musulmans savouraient leur triomphe, la Coalition des jeunes de la révolution et les autres organisations du pôle laïc semblaient perplexes! Ils venaient d'être noyés par les isla- mo-réformistes et leurs alliés conservateurs qui appelaient à l'arrêt de l'occupation de la place Tahrir avant le début du mois de Ramadan prévu pour le 1er août. Que faire? Les discussions s'éternisaient. Essam Charaf, le Premier ministre, n'avait-il pas fini par céder en renvoyant les ministres compromis dans l'ancien régime? Le 19 juillet en effet, il avait entrepris un vaste remaniement ministériel, remplaçant une vingtaine de ministres, tandis que le CSFA promettait de limiter le recours aux tribunaux militaires pour les civils. Le procès de Moubarak avait aussi été annoncé pour début août, malgré les rumeurs selon lesquelles il serait dans le coma. Finalement, la plupart des partis et mouvements, qui avaient organisé cette troisième occupation de la place Tahrir depuis janvier, annoncèrent

«Le peuple exige le jugement de Moubarak!»



Au-dessus de la foule, les portraits des martyrs restaient omniprésents. Tel un défi lancé à l'État, un campement avait été installé sur l'esplanade du Mougamaa et-Tahrir...



la suspension de leur action pour le 31 août, officiellement pour faciliter la vie aux Égyptiens durant le *Ramadan* en rendant la place Tahrir à la circulation. Six mouvements toutefois décidèrent de rester, attendant le procès de Moubarak avant de prendre une décision.

Et pour cause: les incidents qui avaient eu lieu à Abbasiya étaient en effet encore dans toutes les mémoires. Le 23 juillet, une marche en direction du ministère de la Défense avait été stoppée net par un cordon militaire. Les manifestants furent pris entre deux feux: d'une part l'armée qui les empêchait de progresser, et d'autre part des hommes de main qui les attaquèrent à coup de pierres et de cocktails-molotov lancés depuis les toits environnants. Le CSFA s'était saisi de ces incidents pour publier un communiqué (n°69) contre le Mouvement des Jeunes du 6 avril, accusant ce dernier de «pousser à la discorde entre le peuple et les forces armées» et d'avoir un «agenda à l'étranger», accusations évidemment relayées par les médias officiels. Pas question donc de risquer une répression doublée de la vindicte populaire, à la veille du mois sacré des Musulmans!



Sous la chaleur étouffante de l'été, chaque groupe de la révolution avait organisé son quartier pour tenir le plus longtemps possible.





Les discussions étaient animées, surtout quand des prêcheurs tentaient de ramener les jeunes laïcs sur le droit chemin.

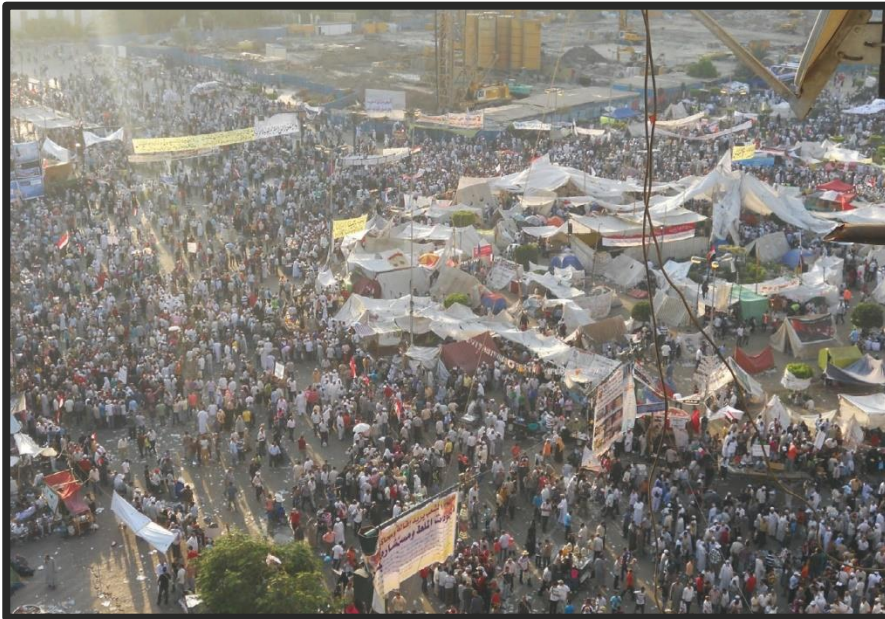


Pas question pour les familles de martyrs de se contenter de l'indemnisation annoncée par le gouvernement: la justice doit passer !





Malgré l'appel à la dispersion lancé en fin d'après-midi par les Frères Musulmans, la place Tahrir ne désemplissait pas.





Maréchal dégage !

Le procès de Hosni Moubarak s'est ouvert le 3 août 2011, tandis que les Égyptiens commençaient le jeûne du Ramadan. Mais une fois ce mois de trêve passé, la réalité leur a de nouveau sauté à la figure. Leur chère révolution était en passe de finir aux oubliettes et la situation sociale ne faisait qu'empirer. Il fallait donc réagir, arrêter le pouvoir militaire et retourner sur la place Tahrir...

En août 2011, l'ardeur révolutionnaire des Égyptiens était retombée. Et pour cause: la chaleur suffocante de l'été venait s'ajouter au jeûne du *Ramadan* qui avait aussi lieu durant ce mois. Période de trêve dans le calendrier musulman... Et moment choisi pour l'ouverture, le 3 août, du procès tant réclamé de Moubarak! La première audience s'était donc tenue à l'École de police, dans la banlieue du Caire, tandis que la place Tahrir était placée sous haute surveillance par un déploiement impressionnant de brigades antiémeutes et de camions blindés. Hospitalisé à Charm el Cheikh depuis avril, le *Raïs* déchu comparais- sait devant les juges sur une civière, aussi pâle que la tenue blanche de prévenu qu'il portait. Principalement accusé de corruption et d'homicide avec préméditation lors de la répression des manifestations de janvier-février, il comparaisait avec Habib Adli, l'ex-ministre de l'Intérieur accusé des mêmes charges, et de ses deux fils, Alaa et Gamal, poursuivis pour corruption. Après deux faux départs en août, le procès avait enfin débuté le 4 septembre -mais cette fois sans être retransmis à la télévision et à huis-clos, contrairement aux audiences précédentes. De quoi alimenter de nouvelles rumeurs et augmenter l'inquiétude de nombreux Égyptiens. Mais pas question, pour eux, de se laisser divertir par ce procès qui allait certainement traîner et dont l'issue était incertaine!

Le 30 septembre, les Égyptiens manifestèrent donc à nouveau place Tahrir, ainsi qu'à Alexandrie et dans les principales grandes villes du pays, à l'appel d'une vingtaine de formations politiques. Cette fois, pour demander la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis plus de trente ans. Il s'agissait pour eux de «relancer la révolution». Après le renversement de Moubarak, le Conseil militaire avait en effet promis de réviser la loi d'urgence, d'organiser des élections et de remettre le pouvoir à un gouvernement civil dans les six mois. Mais le temps s'était écoulé et les promesses s'étaient évaporées. Pire: les mesures d'exceptions furent élargies et prolongées indéfiniment dans le temps; les pratiques tant décriées de l'ancien régime avaient toujours cours, notamment les sévices sur les prisonniers... Et le CSFA continuait à prendre ses décisions dans l'opacité la plus totale. «Pas question de faire demi-tour!», lançait un

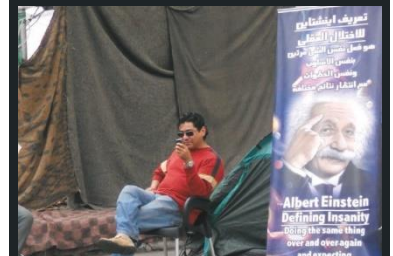
orateur à la foule en colère du haut de la tribune. «Nos martyrs ne sont pas morts en vain!»

Un automne sous le signe
de la contestation

Un bras de fer s'engage
avec le Conseil militaire

Les « révolutionnaires »
font le siège du Palais
du gouvernement

La répression cible
les milieux démocrates



"Le CSFA accuse le Mouvement des jeunes du 6 avril de semer la discorde entre le peuple et l'armée"

Quelques jours avant cette manifestation du 30 septembre 2011, les élections parlementaires avaient été annoncées pour le 28 novembre. Mais il en fallait plus pour calmer les contestataires, car ce qui s'annonçait n'avait en effet rien de réjouissant! Les modalités prévues pour les législatives, avec notamment une clause réservant un tiers des sièges à des candidats sans étiquette politique, alimentait la crainte de voir d'anciens élus proches de Moubarak -dont le parti avait été dissout mais dont les réseaux locaux demeurent encore puissants - refaire surface sous le masque «d'indépendants». Aussitôt, une «Coalition démocratique», regroupant le puissant parti des Frères Musulmans et une trentaine de formations de toutes obédiences, y compris laïques, menaça de boycotter les élections si cette disposition n'était pas retirée.

Les jeunes démocrates, quant à eux, qui avaient poussé à la «Révolution du 25 janvier» mais avaient ensuite accepté de jouer le jeu du CSFA, n'étaient plus dupes. Les conditions entourant les élections parlementaires menaçaient en effet de produire une législature faible, dominée par les militaires, les anciens responsables du régime et les islamistes bien organisés. Les manifestants avaient donc exigé que les autorités annoncent plutôt une date pour l'élection présidentielle, ce qui permet- trait, en théorie, de mettre officiellement fin au régime militaire.

Cependant, il n'était pas question pour l'armée de remettre en cause son calendrier électoral. Elle entendait coûte que coûte en garder la maîtrise! Alors, en faisant mine d'organiser le procès de Moubarak sous la pression de la rue, après l'avoir jeté en pâture le 11 février, le Conseil Suprême des Forces Armées donnait l'impression que la révolution continuait... En fait, il jetait un os à ronger aux «révolutionnaires», escomptant ainsi leur couper l'herbe sous les pieds pour les isoler de la population. Avec l'appui du bloc conservateur, il détournait ainsi l'attention et jouait la montre pour stabiliser la situation, et surtout limiter la portée des changements.

«Nous avons fait partir le général Moubarak et nous avons

gagné un maréchal», pouvait-on lire sur une pancarte en référence au maréchal Hussein Tantaoui, l'homme fort du régime et ex-ministre de la Défense de Moubarak pendant vingt ans. Des manifestants brandissaient d'ailleurs des photos le montrant en compagnie du président déchu,

comme pour enfoncer le clou. Et tandis que les orateurs se succédaient à la tribune pour mettre en garde les militaires contre la tentation autoritaire, et exiger l'arrêt des procès de civils devant les tribunaux militaires, environ trois cents manifestants prenaient la direction du Ministère de la Défense, siège du Conseil Suprême des Forces armées. L'armée déploya ses troupes et les empêcha d'atteindre le bâtiment. Bloqués sur la place Abbassia, ils furent agressés par des groupes de miliciens à coup de pierres et d'armes blanches. Des dizaines de manifestants furent arrêtés. La veille, dans un communiqué sur sa page Facebook, le CSFA avait mis en garde «ceux qui veulent entraver le changement démocratique entamé avec l'appel à des élections législatives».

Après la répression qui s'était abattue sur les manifestants, la prière devenait un appel à la protection divine.





Sur la tribune, un avocat dénonce la corruption.



Le cheikh Gamil 'Allam prend la défense de Wael Aly dont la photo est exposée sur la tribune.





Sur la pancarte : pastiche d'un communiqué du Conseil Suprême des Forces Armées « Nous sommes prêts à mourir pour le mubarakisme ».



«Non aux retournements et à la trahison », «Non à la dissimulation de la vérité », «Non à la corruption», «Non à la médiocrité »...

"Des camions blindés sur lesquels étaient juchés des soldats foncèrent sur les manifestants, écrasant treize personnes sur leur passage"

L'automne s'annonçait donc particulièrement agité. Le 9 octobre 2011, le centre-ville du Caire fut le théâtre d'affrontements violents entre manifestants et forces de l'ordre. Cent mille Coptes étaient partis du quartier populaire de Shoubra pour se rendre devant Maspéro, l'immeuble de la radio-télévision d'État situé à deux pas de la place Tahrir. Ils voulaient exprimer leur colère, une semaine après l'incendie d'une église à Edfou dans la province d'Assouan. Des groupes provocateurs avaient attaqué le cortège à coup de pierres et des éléments infiltrés firent feu sur les soldats qui encadraient la marche, juste avant l'arrivée à Maspéro. Aussitôt, des camions blindés sur lesquels étaient juchés des soldats foncèrent sur les manifestants, écrasant treize personnes sur leur passage. Il ne fallut que quelques secondes pour que cette manifestation pacifique tourne à la guérilla urbaine entre civils et soldats. Bilan: au moins vingt-quatre morts et trois cents vingt-neuf blessés, selon le ministère de la Santé. Des corps furent même retrouvés sur les berges du Nil...

Le CSFA demanda une commission d'enquête et décréta un nouveau couvre-feu, tandis que le Premier ministre, Essam Charaf, mettait en garde les Égyptiens. «La chose la plus sérieuse qui puisse menacer la sécurité de la nation, c'est de jouer avec l'unité nationale et de provoquer la sédition entre chrétiens et musulmans (...), et aussi entre le peuple et l'armée», déclara-t-il la nuit même des incidents. Un vieux couplet agité, cette fois, en direction des Coptes. Représentant environ 10% de la population égyptienne - environ 8 millions, ce qui fait d'eux la communauté la plus importante de chrétiens d'Orient - cette minorité demande depuis de longues années une meilleure représentativité au sein de l'État, notamment par une égalité des droits entre tous les citoyens égyptiens, quelle que soit leur confession. Depuis l'attentat meurtrier contre l'église d'Alexandrie, qui fit vingt et un morts et soixante dix-neuf blessés la nuit du Nouvel An 2011 - attentat dans lequel l'implication de certains services du ministère de l'Intérieur a été invoquée

suite à la découverte d'archives par des manifestants ayant investi des immeubles de la Sûreté nationale en mars 2011 - trois églises avaient été brûlées dans des conditions jusqu'à présent non élucidées.

La prestigieuse institution d'Al-Azhar, référence majeure pour l'islam sunnite, appela quant à elle au dialogue inter-religieux. En juin 2011, l'instance religieuse prit l'initiative, par le biais de son président, le *cheikh* Ahmed Al-Tayyeb, de faire adopter publiquement par les principaux partis politiques égyptiens un texte se déclarant favorable à «la création d'un État national constitutionnel démocratique et moderne, basé sur une Constitution approuvée par la nation, qui assure la séparation des pouvoirs et des différentes institutions dirigeantes». En janvier 2012, suivra une déclaration sur les libertés fondamentales, destinée à mettre des limites «à ceux qui voudraient faire de l'Égypte un État religieux islamique». En lien avec les Églises chrétiennes, le *cheikh* Al-Tayyeb avait notamment insisté pour qu'une loi acceptable par tous soit adoptée concernant la construction des églises et lieux de culte chrétiens. En clair, l'Institution d'Al-Azhar se positionnait pour un État de droit laïc, à un moment où les mouvements islamistes faisaient une percée fulgurante dans le paysage politique égyptien!

"Le CSFA promulgua un article constitutionnel permettant à l'armée de garder la haute main sur ses affaires et son budget"

La situation ne fit qu'empirer en novembre. Au début du mois, le Conseil Suprême des Forces Armées présenta un document relatif aux principes constitutionnels accordant aux militaires l'autorité exclusive sur la gestion de leurs affaires et de leur budget. Ce qui ferait de l'armée un contre-pouvoir potentiel! La publication de ce texte mit le feu aux poudres, d'autant que le CSFA venait dans le même temps de rendre public son calendrier électoral: début des élections législatives le 28 novembre et étalées sur trois semaines, mise en place d'une constituante chargée de rédiger la Constitution durant six mois, puis un référendum précédent de soixante jours l'élection du chef de l'État. Mis bout à bout, ces délais faisaient qu'il n'y aurait pas de Président de la République avant le printemps 2013. Aussitôt, les Frères Musulmans, dont le Parti pour la Liberté et la Justice briguait 50% des sièges à l'Assemblée et se proposait, selon certaines indiscretions, de réclamer la

et la confrérie! Cette dernière appela à un grand rassemblement place Tahrir le 18 novembre, rejointe par une quarantaine d'associations et de partis. Un front commun pour *«protéger la démocratie et le transfert du pouvoir»*, c'est-à-dire exiger que l'armée cède rapidement la place à un gouvernement civil.

La foule avait donc commencé d'affluer sur la place Tahrir durant la nuit du 17 au 18 novembre pour une «manifestation du million». Plus de quatre cent mille personnes avaient répondu à l'appel pour exiger le départ du maréchal Tantaoui et le retour de l'armée dans les casernes. Et ce, malgré les désaccords partisans très perceptibles sur la place entre Frères Musulmans majoritaires, *Salafi* venus en grand nombre et libéraux-progressistes noyés par le nombre des islamistes. Le soir même, les manifestants s'étaient dispersés, mais plus de deux cents personnes étaient restées sur la place, principalement les familles des martyrs et les «blessés de la révolution», érigeant des abris de fortune. Au lieu de répondre à la demande d'indemnisation de ces victimes de la répression, le CSFA envoya les forces de l'ordre qui les dispersèrent violemment le samedi matin, à coup de grenades lacrymogènes, de balles de chevrotines et de balles en caoutchouc.





Les familles de « martyrs » et les blessés de la « révolution » refusaient de quitter la place.

Dès lors, la place Tahrir et ses environs, notamment la rue Mohammed Mahmoud où se trouve le ministère de l'Intérieur, devinrent le théâtre d'une véritable bataille rangée entre manifestants -principalement des jeunes issus des quartiers populaires du Caire -et brigades anti-émeutes, durant les cinq jours qui suivirent. Bilan: au moins quarante et un morts et plus de deux mille blessés, dont bon nombre avaient été visés aux yeux. Le calme ne revint pas pour autant. Les manifestations repri- rent de plus belle. Et ce, jusqu'à la veille du premier tour des élections législatives. Le 27 novembre, plus de cent mille manifestants investirent la place Tahrir pour une «Journée de la dernière chance». Ils demandaient la constitution d'un gouvernement de «salut national» dirigé par le prix Nobel de la paix Mohamed El Baradei et composé de députés représentant tout le spectre politique. La démission du Premier ministre, Essam Sharaf, n'avait pas calmé la contestation, d'autant que son remplaçant nommé par le CSFA, Kamel Al-Ganzouri, 78 ans, avait déjà occupé ce poste dans les années 1990 sous Moubarak.

«Liberté pour Ahmed Chouane» (l'un des «officiers libres» arrêté dans la nuit du 9 avril).



Banderole du Comité pour la libération des officiers du 8 avril

Le portrait de ce policier filmé alors qu'il tirait sur les manifestants a été taggué sur de nombreux murs du Caire.





Bannière à la gloire des martyrs.

"La répression touche les démocrates : un blogueur des plus influents, Alaa Abdel-Fattah, est convoqué devant le tribunal militaire

Mais, campé sur ses positions, le maréchal Tantaoui appela fermement les électeurs à se rendre aux urnes à partir du lundi. «L'Égypte est à un tournant. Ou nous réussissons politiquement, économiquement et socialement, ou les conséquences seront extrêmement graves, et nous ne le permettrons pas!», avertissait-il. «Rien de tout cela ne serait arrivé s'il n'y avait pas eu des mains étrangères. Nous ne laisserons pas une minorité de gens (...) porter préjudice à la stabilité de l'Égypte», ajouta-t-il. Une menace à l'adresse des activistes démocrates, particulièrement ciblés par les arrestations à la veille des élections.

Onze militants avaient d'ailleurs été convoqués par le tribunal militaire, début novembre, pour leur prétendue implication dans les «incidents de Maspéro» du 9 octobre. Parmi eux, Alaa Abdel-Fattah, l'un des blogueurs égyptiens les plus influents, et fils de Ahmed Seif El-Islam, avocat et fondateur du Centre Hisham Mubarak pour les droits de l'homme. Il fut placé en détention provisoire par le parquet militaire le 1er novembre, sous l'accusation générique «d'incitation à la révolte contre l'armée ayant entraîné la mort de manifestants» et même, d'après le faux témoignage d'une pseudo-journaliste, «d'avoir volé le fusil d'assaut d'un policier militaire et d'avoir agressé l'armée». Loin d'être impressionné par le grotesque de l'accusation, ce jeune trentenaire à l'humeur joviale refusa tout simplement de répondre aux questions du procureur, estimant que le tribunal militaire n'avait pas compétence pour poursuivre les civils.

Alaa Abdel-Fattah n'avait pas été choisi au hasard. Avec sa femme Manal Hussein, il anime en effet, depuis 2004, le célèbre blog *Manaala.net*, et avait subi une première détention d'un mois en 2006. Sur son compte Twitter, suivi par plus de quarante-huit mille personnes, il avait notamment pointé du doigt la responsabilité de l'armée dans le massacre de Maspéro. Il fut finalement remis en liberté, fin décembre, au bout de deux mois de prison. Avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête: son inculpation, à forte portée

symbolique, a
été maintenue. A
travers Alaa, il
s'agissait en effet
de museler les
activistes et de
les discréditer
auprès de la
population en les
accusant,
notamment,
d'être
«des agents de
l'étranger».

"Les militaires mettaient progressivement sur la touche tous ceux qui avaient contribué à créer le climat de révolte de début 2011"

En fait, les militaires mettaient progressivement sur la touche tous ceux qui avaient contribué à créer le climat de révolte du début de l'année 2011. Après le Mouvement des Jeunes du 6 avril, régulièrement montré du doigt, la répression se déployait maintenant en direction des milieux progressistes, à un moment où les Égyptiens, emportés par la fièvre électorale, n'étaient plus prompts à soutenir les activistes. Ces derniers avaient en effet de plus en plus de mal à mobiliser les foules. Alors, comme pour conjurer le mauvais sort, ils décidèrent de faire le siège du Palais du gouvernement, devant lequel ils plantèrent leurs tentes. Durant trois semaines en effet, du 27 novembre au 15 décembre, les jeunes révolutionnaires se sont relayés entre la place Tahrir partiellement occupée et le Palais du gouvernement. D'énormes banderoles demandaient le départ du Conseil Suprême des Forces Armées et du nouveau Premier ministre. Un vrai défi ! Le *sit-in* se déroulait dans une ambiance bon enfant. Durant la journée,

les Cairotes venaient aux nouvelles tandis que d'autres marquaient leur soutien en apportant du ravitaillement. Chaque groupe avait dressé son campement et la nuit tombée, la rue raisonnait de chants crachés par une sono. Lors de mon passage, les jeunes du Mouvement du 6 avril m'interpellèrent, tandis qu'ils partageaient un repas. «C'est un fromage financé par l'étranger ! », me lancèrent-ils en riant avant de m'inviter à me joindre à eux. Seule une centaine de personnes participaient à l'occupation nocturne. Rien de bien méchant !

Mais le 15 décembre au matin, un événement particulièrement pernicieux vint troubler le calme qui régnait jusqu'alors. Une fourgonnette remplie de plateaux-repas stationna à l'entrée du campement et la nourriture fut distribuée. Une vingtaine de personnes furent soudain prises de maux de ventre violents et finirent à l'hôpital, tandis qu'un manifestant décédait.

Cet empoisonnement était-il prémédité ? Le fait est que le lendemain, la police militaire investissait le camp, ainsi que la place Tahrir, pour en chasser les occupants, matraquant et tirant à balles réelles. L'assaut fut d'une extrême violence. Il fit une dizaine de morts et plus de cinq cents blessés. Ce soir-là, le *cheikh* Imad 'Iffat, un théologien d'Al-Azhar qui



venait régulièrement discuter avec les activistes devant le Palais du gouvernement, tomba sous une balle, touché en pleine tête. Cent-quatre-vingt personnes furent arrêtées, dont des femmes et des mineurs. La répression se poursuivit les jours suivants, donnant lieu à un véritable climat insurrectionnel. Les femmes n'étaient pas épargnées par la hargne des militaires. Ainsi, cette jeune femme en *hidjab*, traînée par les cheveux et frappée à terre par des policiers, ventre et poitrine dénudés, tandis qu'un soldat la plaquait au sol en lui écrasant les seins sous sa botte. Inimaginable dans un pays musulman ! La photo de cette scène fit la Une du quotidien Al-Masri el Youm, suscitant l'indignation générale. Le film vidéo de la scène fit, quant à lui, le tour du monde sur les réseaux sociaux et les chaînes de télévision internationales. Vraiment pas de quoi attirer les touristes au pays de Cléopâtre !



La " Coalition des jeunes de la révolution " faisait pacifiquement le siège du Palais du gouvernement.







"L'Institut d'Egypte fut incendié, la répression s'amplifiait, touchant des personnalités politiques libérales et des intellectuels"

Parallèlement, à deux pas de la place Tahrir, l'Institut d'Égypte -fondé en 1798 par Bonaparte et classé au patrimoine de l'humanité par l'UNESCO- fut incendié. Des tonnes de livres rares et d'archives par- tirent en fumée. Ce qui permit aux autorités égyptiennes de justifier la brutalité de la répression en faisant passer les manifestants pour des vandales. «Ce sont des vagabonds qui méritent les fours crématoires d'Hitler», s'empressait de déclarer le général Kato, conseiller média- tique du CSFA. Le fait est que deux jours durant, ces mêmes «vagabonds», constitués en chaîne humaine, tentaient de sauver tout ce qu'ils pouvaient de l'incendie: quelques pages orphelines, des volumes à la couverture calcinée, des rouleaux et des cartes imbibés d'eau et de cendre. Touchant!

Devant le tollé international suscité par les images de cette répression démesurée, le nouveau Premier ministre Kamal Al-Ganzouri s'est justifié en brandissant le spectre de la « contre-révolution menée par des éléments infiltrés». Et pour couronner le tout, le CSFA lança un mandat d'arrêt contre Ayman Nour, le volubile chef du parti libéral *Ghad* (Demain), et Mohamed Hashem, le directeur de la maison d'édition *Merit*. Deux personnalités publiques ciblées d'une façon catégorielle. Le premier -qui avait défié Moubarak en se présentant aux présidentielles de 2005 avant d'être jeté en prison sous une fausse accusation- avait multiplié les déclarations sur les chaînes de télévisions égyptiennes et internationales contre, notamment, les procès de civils devant les tribunaux militaires. A l'époque, il s'était joint à la campagne pour la libération de Alaa Abdelfattah et Michael Nabil. Le second, lui, est membre du parti socialiste et du mouvement *Kifaya*. Mohamed Hashem est particulièrement connu comme agitateur de l'élite progressiste égyptienne. Fondateur de l'initiative Ecrivains et Artistes pour le Changement, l'éditeur venait, en novembre 2011, de recevoir le prix Herman Kesten décerné

"Les ONG sont accusées de conspirer contre la stabilité du pays. Objectif: salir la société civile"

par le P.E.N club allemand. Tous deux furent accusés d'avoir incité aux violences du 17 décembre... sur la base de témoignages fallacieux extorqués à deux jeunes manifestants !

L'année 2011 s'acheva avec une opération spectaculaire. Le 29 décembre, les locaux de dix-sept ONG étrangères et égyptiennes - spécialisées dans la promotion de la démocratie et le soutien à la société civile - étaient perquisitionnés, leurs équipements techniques et leurs archives confisqués. Parmi elles, figuraient des organisations américaines - *The National Democratic Institute* (NDI), *The International Republican Institute* (IRI) et *Freedom House* - ainsi que la Fondation allemande Konrad Adenauer et le Centre International pour les Journalistes. Quarante- trois membres de ces organisations furent accusés d'avoir travaillé et reçu des financements de l'étranger sans autorisation délivrée par l'administration égyptienne. Une accusation facile! La loi 84, qui encadre le fonctionnement des associations, fait partie de ces règlements qui posent un cadre précis mais permettent une application arbitraire. L'obtention de l'agrément de l'administration est presque impossible! Alors, selon un accord tacite valable sous Moubarak, les ONG travaillaient dans une insécurité juridique pour les empêcher de franchir une certaine limite. Depuis 2005, l'IRI et le NDI fonctionnaient, certes, sans agrément. Mais cela ne les a pas empêchées, dès novembre, de suivre le déroulement des élections législatives, avec l'autorisation -là encore, tacite- du CSFA. *Freedom house*, quant à elle, venait de recevoir le précieux sésame! Vingt-neuf ONG égyptiennes se regroupèrent pour répliquer à cette opération de déstabilisation. « Cette enquête a pour but de salir la société civile, surtout les organisations de défense des droits humains, et de les dépeindre comme des conspirateurs contre la stabilité du pays », s'insurgeait Sayed Fathi, avocat et fondateur du Centre *El-Hilali*, spécialisé dans la défense des droits des travailleurs. La pression s'était d'ailleurs accentuée durant les six mois écoulés. Les membres des ONG étaient convoqués par la police judiciaire, dans la discrétion la plus totale. Dans son bureau, le procureur les interrogeait, tout en les rassurant: « Vous ne serez pas accusés », leur disait-il, « on veut juste clarifier votre situation ». De quoi

alimenter la thèse selon laquelle la chasse aux ONG serait le fait des partisans de Moubarak, encore puissants dans l'administration égyptienne, dans la police comme dans la justice. Une force occulte qui opérerait en coulisse pour

saborder le processus de transition démocratique en ébranlant le CSFA et les partisans du changement !

A l'appui de cette thèse, la sortie, au lendemain des perquisitions, de Fayza Abounaga, l'amie personnelle de Suzanne Mubarak. Depuis trente ans au cœur du pouvoir où elle a occupé de nombreux postes ministériels, elle a échappé à la purge révolutionnaire pour occuper le poste de ministre de la Coopération internationale. Une femme de l'ombre, genre franc-tireur, considérée comme pire que le CSFA par certains militants des droits humains. Et pour cause : c'est elle qui mène la guerre contre les ONG, les accusant de complot et de servir les intérêts américano-israéliens. De quoi se refaire une virginité auprès de la rue égyptienne, souvent prompte à voir «la main de l'étranger» derrière l'agitation populaire!



"L'esprit de la révolution était encore vivant... Mais jusqu'à quand?"

À la veille du premier anniversaire de «La révolution du 25 janvier», la situation était donc particulièrement préoccupante au Caire. La victoire écrasante des islamistes aux élections législative (65%, dont 36% pour les Frères Musulmans et 27% pour les *Salafi* du parti *En-Nour*) n'avait pas apaisé les esprits, d'autant que le CSFA venait d'émettre un décret octroyant au Premier ministre intérimaire, Kamal Al-Ganzouri, les pouvoirs présidentiels. Un verrou destiné à limiter le pouvoir du parlement et de l'assemblée constituante dont les membres devaient choisir les cent personnes qui rédigeront la nouvelle Constitution. Scénario catastrophique pour les libéraux et la gauche qui appréhendent une Constitution islamiste!

Et tandis que l'assemblée populaire ouvrait sa première session le 23 janvier 2012, des dizaines de manifestants, notamment les blessés -qui n'avaient toujours pas reçu l'indemnisation promise par le CSFA- réoccupèrent la place à l'approche de la date anniversaire, dressant notamment une grande tente blanche sur le terre-plein central pour y exposer les photos, dessins et textes expliquant la violence de la répression de la fin de l'année 2011. En guise d'apaisement, les militaires levèrent partiellement l'état d'urgence. Les forces de sécurité indiquaient qu'elles se tenaient en état d'alerte en cas de «tentative de sabotage» de la célébration, alors que le ministère de l'Intérieur affirmait qu'il n'y aurait aucune présence policière sur le lieu du rassemblement.

Le 25 janvier 2012, des dizaines de milliers d'Égyptiens affluèrent donc place Tahrir, et dans les principales grandes villes du pays, pour commémorer cette journée historique et désormais décrétée «Journée de la révolution» par le CSFA. Islamistes, libéraux, partisans de gauche et citoyens ordinaires occupaient à nouveau la place symbolique, cette fois dans une ambiance festive. Les multiples banderoles reflétaient la diversité des opinions quant au sens de cette journée. Les Frères Musulmans s'étaient déplacés en grand nombre pour célébrer la chute de Mubarak, tandis que plusieurs autres groupes, en particulier ceux qui avaient été

les moteurs de la révolte, affirmaient être là pour poursuivre leur révolution inachevée et exiger le départ du Conseil Suprême des Forces Armées. Certes, l'esprit de la révolution était encore vivant... Mais jusqu'à quand?

À l'ombre du Sphinx

Fin avril 2012, au moment où j'ai quitté l'Égypte, la situation était confuse. Les *Salafi* manifestaient régulièrement place Tahrir. Leur candidat à la magistrature suprême, Hazem Abou Ismaël, avait été évincé par la Commission électorale, du fait de la nationalité US de sa mère. La loi est formelle: tout candidat à la présidence doit être de parents exclusivement égyptiens. Une dizaine de candidats subirent le même sort, notamment le charismatique Frère Musulman, Kheirat El-Shater, privé de ses droits civiques durant six ans même s'il a été libéré de prison en mars 2011, et le libéral Ayman Nour pour les mêmes raisons. Omar Soleyman, le chef des services de renseignements sous Moubarak, fut aussi disqualifié. Il n'avait pas réussi à obtenir les trente mille signatures émanant de quinze gouvernorats différents nécessaires à l'enregistrement de sa candidature.

Finalement, après un suspens savamment entretenu, le premier tour de l'élection présidentielle se déroula les 23 et 24 mai. Quatre candidats obtinrent la majorité des suffrages. Respectivement: 24,78% pour Mohamed Morsi, du Parti pour la Liberté et la Justice (Frères Musulmans), 23,66% pour Ahmed Shafik, candidat officieux du Conseil Suprême des Forces Armées et ex-Premier ministre de Moubarak, 21% pour Hamdeen Sebbahi, le nassérien socialiste, et 17% pour Abdelmoneim Aboulfotouh, le dissident des Frères Musulmans, ces deux derniers étant considérés comme étant les candidats indépendants issus de la «révolution». Amr Moussa, l'ex-secrétaire général de la Ligue arabe, n'obtint quant à lui -et contre toute attente- que 11% des voix.

Au second tour, les 16 et 17 juin, Mohamed Morsi et Ahmed Shafik se disputèrent donc les voix des électeurs. Le premier fut finalement officiellement déclaré vainqueur par la Commission électorale, le 26 juin -soit dix jours après le second tour !- avec 51,7% des suffrages exprimés, contre 48,3% pour son adversaire. Les Frères Musulmans avaient massivement mobilisé leurs troupes et réoccupé la place Tahrir, rejoints par tous les groupes de la «révolution», de

peur que l'on ne leur vole leur victoire.
Mais peut-on parler de victoire quand, après avoir appuyé la
dissolution par la Haute cour constitutionnelle de
l'Assemblée populaire le 16 juin,

le Conseil Suprême des Forces Armées s'est empressé de vider la fonction présidentielle de toute substance? Avant même l'investiture du nouveau président, le CSFA a nommé un nouveau Conseil de défense nationale chargé des politiques étrangère et de défense, et annoncé que le Maréchal Tantaoui garderait le poste de ministre de la Défense dans le nouveau gouvernement. Ce qui donne une marge de manœuvre très étroite au Président de la République, à moins qu'il ne se lance dans un bras de fer avec la haute hiérarchie militaire.

Conscient de cet écueil, Mohamed Morsi, la veille de son investiture officielle devant la Haute cour constitutionnelle, avait prêté serment devant ses partisans place Tahrir, et juré de ne pas trahir les idéaux de la

«révolution du 25 janvier». Une façon de rappeler au Conseil Suprême des Forces Armées qu'il tient sa légitimité non seulement des urnes, mais surtout de la mobilisation populaire. Aussitôt en fonction, le nouveau président tenta de rétablir par décret le parlement dissout qui était dominé par les islamistes, défiant ainsi le CSFA qui avait annoncé, dans une «Déclaration constitutionnelle complémentaire», qu'il exercerait le pouvoir législatif jusqu'à l'élection d'une nouvelle assemblée du peuple. La même déclaration octroyait un droit de veto au CSFA sur tout article de la nouvelle constitution. Un véritable «coup d'État constitutionnel» permettant à l'armée de préserver ses prérogatives, quel que soit le résultat des élections!

Plus d'un an et demi après la destitution de Moubarak, l'Égypte n'a donc toujours pas de loi fondamentale et aucune date n'a été fixée pour la rédaction de la Constitution. La commission de cent membres chargée de mettre au point ce document s'est réunie pour la première fois le 18 juin, se contentant de désigner à sa tête Hossam Al-Ghariani, un juge respecté. Durant ces derniers mois, rien n'a filtré quant à son calendrier. Ce qui laisse les Égyptiens dans l'expectative et le doute, d'autant que le pays traverse une profonde crise. Toujours pas d'assemblée populaire officiellement reconnue non plus, malgré le coup de force de Mohamed Morsi. Le jeu d'équilibriste des Frères Musulmans, coincés entre le Conseil Suprême des Forces

Armées et la contestation populaire s'annonce donc particulièrement périlleux!

Mais indépendamment de ces nombreux retournements qui ont marqué le calendrier électoral du Conseil Suprême des Forces Armées, une troisième force issue de la fièvre démocratique a vu le jour. La percée

spectaculaire des forces de gauche réunies autour de Hamdeen Sebbahi, mais aussi des libéraux partisans d'Abdelmoneim Aboufotouh (au total 38% des suffrages exprimés au premier tour des élections présidentielles), démontre que «l'esprit de Tahrir» n'est pas mort, malgré la sanglante répression à laquelle les Égyptiens contestataires ont eu à faire face. C'est le signe qu'une solide opposition démocratique est en train de s'organiser, à la fois contre la majorité présidentielle et les tenants de l'ancien régime encore tapis à l'ombre du Conseil Suprême des Forces Armées. Reste à savoir si elle saura unir ses forces lors des prochaines élections qui s'annoncent, une fois de plus, mouvementées.

Bien sûr, une dictature militaire en place depuis soixante ans ne se démet pas de son pouvoir en quelques mois. Et le Conseil Suprême des Forces Armées a démontré à plusieurs reprises qu'il entendait bien garder la haute main sur l'Égypte, même s'il a concédé, notamment sous la pression des USA, d'aménager un relatif partage du pouvoir avec les civils. Mais l'armée n'est pas une institution isolée. Elle est aussi traversée par les différents courants de la société égyptienne, en particulier par un mouvement réformiste dont «Les officiers libres» n'étaient que la partie émergée de l'iceberg. L'opacité qui règne dans ses rangs nous empêche, certes, de connaître précisément la teneur des rapports de forces qui s'y jouent. Cependant, à la lueur des tragiques événements qui ont marqué l'actualité égyptienne depuis le coup d'État de février 2011, on peut tabler sur le fait qu'une fois le processus de transition politique stabilisé, les militaires retourneront à leurs affaires.

Car il faut se rendre à cette évidence, même si elle semble réactionnaire ou politiquement incorrecte: il n'y a pas eu de révolution proprement dite, ce qui exclut donc la possibilité même d'une «contre-révolution». Il y a eu un réaménagement du régime, qui s'est modifié. L'armée a stabilisé la situation par son alliance avec les Frères Musulmans, tandis que les notables du Parti

National démocratique de l'ère Moubarak sont toujours là, qu'ils gardent l'étiquette PND ou non.

À l'ombre du Sphinx, la «démocrature» a encore de beaux jours devant elle. À moins que...

Marseille, le 14 juillet 2012